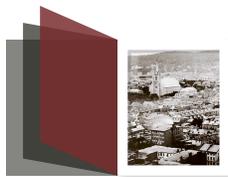


Urbanisation et paroisse: le cas de Montréal au XIXe siècle

Par Jean-Claude Robert



CONSULTER EN LIGNE

atlas.cieq.ca

Une fenêtre sur le passé québécois

Plus de 200 textes et cartes de référence
sur l'histoire du Québec en libre accès

POUR CITER CET ARTICLE, UTILISER L'INFORMATION SUIVANTE :

Robert, Jean-Claude (2001). «Urbanisation et paroisse: le cas de Montréal au XIXe siècle» dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *La paroisse*. Québec: Les Presses de l'Université Laval (coll. «Atlas historique du Québec»). [En ligne]: <https://atlas.cieq.ca/la-paroisse/urbanisation-et-paroisse-le-cas-de-montreal-au-xixe-siecle.pdf>

Tous droits réservés. Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ)

Dépôt légal (Québec et Canada), 2001.

ISBN 2-7637-7818-6

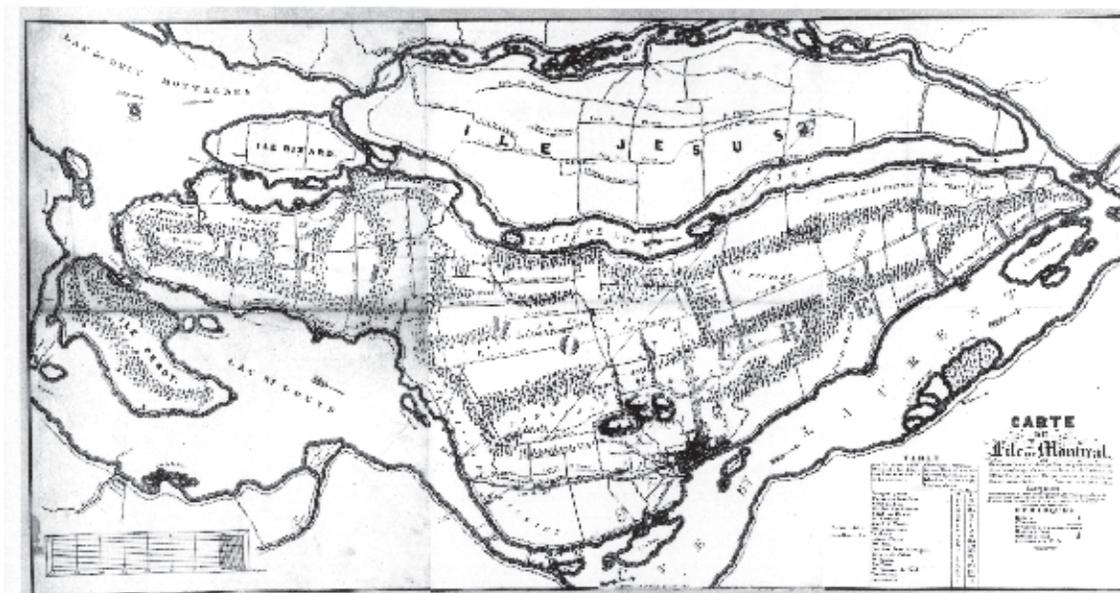
Les chercheurs du CIEQ, issus de neuf universités, se rejoignent pour étudier les changements de la société québécoise, depuis la colonisation française jusqu'à nos jours. Leurs travaux s'inscrivent dans trois grands axes de recherche: **les gens** : les populations et leurs milieux; **les ressources** : les moyens d'existence et les stratégies; **les régulations** : la norme, l'usage et la marge. Ils privilégient une approche scientifique pluridisciplinaire originale pour comprendre le changement social et culturel dans ses dimensions spatiotemporelles – www.cieq.ca

Urbanisation et paroisse : le cas de Montréal au XIX^e siècle¹

La ville de Montréal présente un caractère particulier sur le plan de la desserte paroissiale, comme en témoigne la lutte acharnée que se livrent les Sulpiciens et l'évêque de Montréal entre 1845 et 1875. Un des enjeux est le respect de l'intégrité du cadre paroissial d'origine pour les premiers et la nécessité du démembrement de l'immense territoire pour le second. Mais, quelle que soit par ailleurs la nécessité réelle du démembrement à cause de la poussée de l'urbanisation, le débat est aussi inséparable de la lutte que mène l'évêque Bourget dans son diocèse pour établir la suprématie de la religion sur le civil. Il s'agit donc d'un épisode concomitant du triomphe de l'ultramontanisme comme doctrine dans le diocèse durant les années 1870.

Les Sulpiciens jouissent d'un statut historique prééminent : établis à Montréal depuis 1657, ils ont été responsables d'une véritable refondation de la ville après la quasi-faillite de la Société de Notre-Dame de Montréal. Propriétaires de la seigneurie de l'île de Montréal, titulaires de la cure de Ville-Marie, et bientôt de toutes les cures de l'île, leur triple statut de fondateurs, pasteurs et seigneurs en fait une puissance incontournable. En 1831, la reconnaissance par Rome du caractère inamovible de la cure de la paroisse de Montréal vient rappeler cet état de fait, créé par les évêques de Montmorency-Laval en 1678 et de Saint-Vallier en 1694. Au civil, le territoire paroissial avait été défini par règlement en 1721, repris l'année suivante par un arrêt du Conseil du Roi.

Au début du XIX^e siècle, les structures paroissiales de l'île et de la ville n'ont pas changé. Autour de la paroisse première de Notre-Dame, se répartissent les neuf paroisses rurales, dont la fondation s'échelonne de 1689 à 1741. La paroisse de Notre-Dame possède alors la particularité d'être beaucoup plus étendue que la ville, si bien que dans les textes officiels on trouve la distinction entre la ville et la « campagne de la ville ». Ainsi, au recensement de 1825, la population de la ville représente 86 % de celle de la paroisse, proportion comparable à celle de 1871 (84 %), encore qu'à cette date la suburbanisation ait progressé et que la population strictement rurale ait beaucoup



LA CARTE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL DRESSÉE PAR ANDRÉ JOBIN EN 1834 MONTRE LES DIX PAROISSES ORIGINALES AVEC LES PRINCIPALES CÔTES DE L'ÉPOQUE. Archives nationales du Canada, NMC11045.

TABLEAU 1
Découpage paroissial original de l'île de Montréal (1642-1866)

Nom	Mission	Registres	Érection
Notre-Dame de Montréal	1642	1642	1678
Paroisses rurales			
Très-Saint-Enfant-Jésus de la Pointe-aux-Trembles		1674	1678
Saints-Anges-Gardiens de Lachine		1676	1678
Saint-Joseph de la Rivière-des-prairies		1687	1834
Sainte-Anne-du-Bout-de-l'île	1677	1703	1831
Sainte Geneviève		1741	1834
Saint-Laurent		1720	1720
Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe	1719	1724	1722
La Visitation du Sault-au-Récollet	1696	1736	1834
Saint-Joachim de la Pointe-Claire		1713	1834

Sources : ACAM. *Liste des paroisses du diocèse de Montréal par ordre d'érection canonique* ; Hormidas Magnan. *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec, Arthabaska, 1925* ; Monique Montbriand, « Le clergé, l'éducation et les paroisses dans le diocèse de Montréal en 1836 », dans Rolland Litalien, (dir.), *L'Église de Montréal 1836-1986, Montréal, Fides, 1986 : 162-166.*

régressé. Par ailleurs, graduellement les Sulpiciens s'étaient retirés des paroisses rurales de l'île pour concentrer leurs effectifs à Notre-Dame, au collège de Montréal, au Grand Séminaire et à la mission d'Oka.

La compagnie de Saint-Sulpice a été fondée au XVII^e siècle dans le but explicite de remédier aux carences de la formation du clergé diocésain. Ce n'est donc pas étonnant que les Sulpiciens aient conservé une pastorale marquée au coin de la sévérité et une piété assez intellectuelle, proche des objectifs de la réforme catholique. La compagnie



LE PREMIER ÉVÊCHÉ ET LA PREMIÈRE CATHÉDRALE SAINT-JACQUES (INCENDIÉS EN 1852). Archives nationales du Canada, C13336.

est aussi remarquable par la pérennité de ses liens avec la France. En effet, au lendemain de la Conquête, elle avait pu échapper à l'interdiction des communautés masculines et avait « canadianisé » son titre : le Séminaire de Saint-Sulpice de Paris avait fait cession de ses biens au Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal en 1764. Le Séminaire a pu maintenir son intégrité et ses biens, ainsi que des relations suivies avec le Séminaire Saint-Sulpice de Paris qui figure d'ailleurs jusqu'à la fin du XIX^e siècle comme la véritable maison mère de la compagnie. Durant la Révolution française, le Séminaire bénéficiera de l'arrivée d'un certain nombre de Sulpiciens réfugiés en Grande-Bretagne et autorisés à passer au Canada. En outre, la Conquête consolide le monopole des Sulpiciens en faisant disparaître toute concurrence : Jésuites et Récollets, présents dans la ville par permission royale depuis la fin du XVII^e siècle, justement pour éviter une situation de monopole religieux, sont forcés de quitter et le clergé diocésain est absent de la ville. La Conquête amène cependant une forme de précarité car les biens du Séminaire sont convoités par la Couronne et ses droits seigneuriaux attaqués en justice par des censitaires parce que la canadianisation de 1764 repose sur des bases juridiques contestables. Cette situation dure jusqu'en 1840 alors que la Couronne reconnaît formellement les droits des Sulpiciens².

La remise en question du monopole religieux des Sulpiciens, qu'ils perçoivent comme un abus de pouvoir de la part de l'évêque et surtout comme une menace de spoliation de leurs biens, commence avec la décision de fractionner l'immense diocèse de Québec. Avec la croissance démographique soutenue de la plaine de Montréal au XVIII^e siècle, l'évêque de Québec ne suffit plus à la tâche et, dès 1783, les Montréalais

demandent un évêché, mais se heurtent à l'hostilité des Britanniques. En 1816, la décision est prise d'installer des évêques suffragants ; en 1819, l'évêque de Québec cherche à obtenir la création d'un nouveau diocèse à Montréal, mais devant l'hostilité de Londres il n'obtient que celle d'un évêque auxiliaire. La nomination d'un Sulpicien à Montréal, Jean-Jacques Lartigue en 1819, déclenche cependant les hostilités avec le Séminaire. Ces tensions occupent plus d'un demi-siècle, se répercutant régulièrement à Québec, Londres, Paris et surtout Rome, où les controverses finissent par aboutir et où les protagonistes entretiennent des correspondants et des agents régulièrement mis au fait des dernières péripéties et chargés de mener

un véritable travail de lobbyiste. Le conflit de pouvoir, qui connaît néanmoins des périodes d'accalmie marquées par des relations moins tendues, se cristallise d'abord sur la volonté du nouvel évêque d'utiliser l'église paroissiale, Notre-Dame, comme cathédrale. Devant le refus des marguilliers, entraînés par les Sulpiciens, l'évêque Lartigue choisit d'implanter sa cathédrale dans un des faubourgs de Montréal. Le projet, élaboré en 1821, prend forme l'année suivante et, en mai 1823, l'évêque Lartigue met en chantier la cathédrale Saint-Jacques, rue Saint-Denis, très spacieuse avec 3 000 places ; elle est ouverte au culte en 1825. Cet acte brise *de facto* le monopole des Sulpiciens sur la desserte de la paroisse. L'évêque a cependant dû s'installer à la périphérie de la vieille ville, dans les faubourgs et laisser à l'église paroissiale l'exclusivité des fonctions curiales. Même si à cette époque la population habite en majorité les faubourgs, socialement et économiquement, le territoire de l'ancien périmètre fortifié demeure le centre névralgique de la ville.



LE SÉMINAIRE DE SAINT-SULPICE DE MONTRÉAL. JAMES DUNCAN. 1839. M15949.24, Musée McCord.



La riposte des Sulpiciens et des marguilliers de Notre-Dame ne se fait pas attendre et prend deux formes : d'une part, une défense stricte des droits de la fabrique vis-à-vis de l'autorité de l'évêque auxiliaire et, d'autre part, une réaffirmation de la primauté de l'église paroissiale par une construction véritablement monumentale, qui inscrirait dans la pierre et au centre de la ville la prééminence de Saint-Sulpice et de la paroisse fondatrice. Dès 1822, les marguilliers, s'avisant que la vieille église paroissiale était trop petite — bâtie entre 1672 et 1683, on se plaignait de son exiguïté depuis la fin du XVIII^e siècle³ —, décident de construire un temple immense, pouvant contenir de 8 000 à 9 000 fidèles. Les travaux commencent en 1824 et l'église sera ouverte au culte en 1829. Ainsi, entre 1823 et 1824, deux grandes églises sont mises en chantier, imposant aux fidèles catholiques des campagnes de sollicitation concurrentes et taxant les ressources de la collectivité. Par ailleurs, les marguilliers de Notre-Dame bloquent toute tentative de faire de Saint-Jacques une paroisse et cherchent à empêcher la cathédrale de servir au culte public

les dimanches et fêtes. L'évêque de Québec impose un compromis : les catholiques pourront pratiquer les obligations dominicales à Saint-Jacques, mais les autres fonctions curiales — baptêmes, mariages et sépultures — devront se faire dans l'église paroissiale. Les Sulpiciens et les marguilliers manifestaient déjà qu'ils n'hésiteraient pas à prendre tous les moyens à leur disposition, qu'ils soient canoniques, juridiques ou politiques, pour résister à tout changement.

Les Sulpiciens font partie du paysage montréalais depuis les débuts de la colonie et jouissent d'un prestige certain. Durant les premières décennies du XIX^e siècle, la communauté subit les effets de la révolution française et son effectif est relativement stable, variant entre dix et quatorze Messieurs avant 1830 ; après, il augmente plus rapidement, mais plus lentement que la population paroissiale. Outre les tensions avec l'évêque, le Séminaire est aussi secoué par une crise interne qui oppose les Canadiens aux Français. Les tensions se résorbent durant les années 1830-1840, mais au prix du recul de l'importance relative des

Canadiens parmi la compagnie. Par ailleurs, les Messieurs du Séminaire continuent à en imposer. Leur richesse est bien connue même si elle est souvent exagérée. Mais surtout, leurs pratiques de vie communautaire tendent à les maintenir relativement à l'écart de la population qui voit ses pasteurs mener une vie relativement recluse, réglée par des habitudes d'ascèse et de prière, se déplaçant dans la paroisse dans des véhicules frappés aux couleurs du Séminaire. À une époque où la dime n'est pas exigée des citoyens, les revenus du Séminaire servent à maintenir une foule de services, en particulier l'enseignement, avec les « petites écoles du Séminaire » et les autres écoles subventionnées par eux, le collège et le Grand Séminaire. Par ailleurs, ils financent largement la construction des églises et chapelles et s'occupent de l'aide aux pauvres⁴. Toutefois, les Sulpiciens favorisent les activités centralisées à l'église, ce qui leur sera reproché souvent. Bref un groupe de religieux attachés à leur règle de vie, qui administre une paroisse d'une manière traditionnelle, sans trop se préoccuper de l'évolution des besoins des fidèles.

LA PLACE D'ARMES EN 1830, AVEC
LES DEUX ÉGLISES PAROISSIALES.
LA VIEILLE ÉGLISE ÉTAIT SITUÉE EN PLEIN
MILIEU DE LA RUE NOTRE-DAME.
Archives nationales du Canada, C2639.

Le conflit n'est pas exclusivement religieux ; outre les questions de personnalité — Jean-Jacques Lartigue n'étant pas d'un caractère facile —, des rivalités sociales et politiques se profilent derrière les forces en présence. D'un côté Jean-Jacques Lartigue est le cousin de Louis-Joseph Papineau et des Viger. Apparenté aux grandes familles du Parti canadien-patriote, il sera longtemps suspect aux yeux des autorités politiques du Bas-Canada. De l'autre, les marguilliers sont liés à la grande bourgeoisie d'affaires montréalaise : enrichis dans le commerce des fourrures, ils représentent une fraction liée à l'ancien ordre économique et voient leur prestige social dans le groupe canadien-français battu en brèche par la nouvelle bourgeoisie montante dont la fortune est ancrée dans la pratique des professions et la propriété foncière. Toutefois, leurs liens sont étroits avec la grande bourgeoisie anglophone émergente⁵. Quant aux Sulpiciens, leur loyalisme envers la Couronne britannique est notoire et leur vaut maintes moqueries et quolibets, surtout durant les années précédant les rébellions.

Les rivalités s'atténuent quelque peu à partir de 1835. La montée du radicalisme du Parti patriote rapproche évêque et Sulpiciens et, en 1836, l'érection du diocèse de Montréal consolide la légitimité de son pasteur et en accroît le prestige. En 1840, le successeur de l'évêque Lartigue, Ignace Bourget, confie aux Sulpiciens la formation des futurs prêtres de tout son diocèse et ferme son séminaire de Saint-Jacques, ouvert depuis 1825. Mais l'accalmie est de courte durée. Ignace Bourget, qui avait été secrétaire de M^{gr} Lartigue depuis 1821, a développé une approche radicalement différente pour la desserte de son diocèse et surtout pour l'encadrement des catholiques. Partisan d'une religion plus proche du peuple, d'une pastorale plus axée sur les manifestations extérieures et d'un encadrement de nature plus socioculturelle que purement spirituelle, il



met graduellement en place les instruments de cette politique. D'abord la multiplication des cérémonies religieuses, ensuite la création d'organes de diffusion, puis la multiplication des communautés religieuses, de manière à fournir une gamme élargie de services sociaux à la population. Ensuite, une volonté de créer des paroisses à faible population pour assurer une desserte fondée sur des rapports pastoraux davantage personnalisés. Les communautés jouent également un autre rôle, surtout pour les religieux prêtres, celui d'exercer une certaine pression sur les Sulpiciens et d'assurer un appui indéfectible à l'évêque.

M^{gr} IGNACE BOURGET.
Archives nationales du Canada, C3346.



LE GRAND SÉMINAIRE DE MONTRÉAL, RUE SHERBROOKE OUEST.
Archives nationales du Canada, PA22189.

Par ailleurs, la religion de Bourget acquiert une dimension nationale, se liant organiquement à la collectivité canadienne-française. Sans entrer dans tous les détails de l'ultramontanisme, rappelons toute l'importance de la dimension nationale dans cette idéologie au Québec. Derrière la lutte pour assurer la suprématie romaine, il y a surtout la volonté d'Ignace Bourget d'imposer ses vues et de fusionner le catholicisme romanisé à l'identité canadienne-française. Alliés et adversaires ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Louis-Antoine Dessaulles dénonce régulièrement le caractère opiniâtre et autoritaire de l'évêque, tandis qu'à Rome le cardinal préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande, Alessandro Barnabò, en poste de 1856 à 1874, n'hésite pas à se plaindre aux Sulpiciens du caractère très intransigeant de l'évêque de Montréal dans sa politique de romanisation⁶. Mais au-delà de la dimension nationale, se trouve aussi la volonté de Bourget d'imposer la suprématie du pouvoir religieux sur le pouvoir civil. Pour lui, le religieux doit dominer : son journal *Le Nouveau Monde*, écrira que « [...] c'est l'État qui est dans l'Église et non pas l'Église dans l'État » et il aura cette phrase bien révélatrice de sa pensée : « J'écoute mon Curé, mon Curé écoute l'Évêque, l'Évêque écoute le Pape et le Pape écoute Notre Seigneur Jésus-Christ⁷ ».

Toutefois, une réalité du catholicisme montréalais pose un problème inédit et vient en contradiction flagrante avec la dimension nationale de l'ultramontanisme. Avec la montée de l'immigration en provenance des îles britanniques après 1815, le groupe des catholiques perd son homogénéité et devient divisé par la langue et la culture. En effet, la croissance de la communauté irlandaise modifie considérablement la composition de la catholicité montréalaise. La population catholique irlandaise, qui oscille autour de 1 000 personnes en 1820, atteint le chiffre de 3 000 vers 1830 et dépasse 30 000 en 1871, alors qu'elle représente le tiers des catholiques montréalais. Le bilinguisme et le biculturalisme de fait trouvent aussi écho dans le caractère plus cosmopolite des Sulpiciens : Française d'origine et de culture, la compagnie est aussi implantée aux États-Unis, à Baltimore et maintient des échanges suivis avec les différents séminaires ; de plus, la maison parisienne contribue à la formation du clergé irlandais, surtout avant l'émancipation des catholiques en Grande-Bretagne (1829). Le développement de la communauté irlan-

daise, qui s'installe en coin entre les Canadiens français et les Britanniques d'origine, modifie aussi la dynamique du conflit de pouvoir entre l'évêque et les Sulpiciens. Dans un premier temps, l'évêque Bourget veut combattre la double menace de protestantisation et d'anglicisation, cette dernière perçue comme prolégomènes de la première, chez les Canadiens français. Mais, dans cette optique, quelle attitude adopter à l'endroit des catholiques irlandais qui ont affiché dès le début une volonté de se développer de façon distincte ? Et pour qui la menace n'est pas l'anglicisation mais la protestantisation. La situation est d'autant plus délicate que, durant les années 1837-1838, les Sulpiciens avaient réussi à maintenir le gros de la communauté irlandaise dans le camp loyaliste et qu'ils utiliseront leurs rapports privilégiés dans leur lutte contre les prétentions de l'évêque. L'attitude de Bourget au moment de la crise du démembrement (1865-1875) sera perçue par les Irlandais comme indifférente à leur distinction linguistique et à leur identité culturelle ou au pis comme une volonté à peine déguisée d'assimilation au groupe canadien-français.

Les années 1839 et 1840 sont cruciales pour les institutions religieuses montréalaises. Coup sur coup, l'évêché de Montréal est enfin incorporé⁸, le dotant ainsi d'une personnalité juridique propre tandis que les Sulpiciens se voient reconnaître par la Couronne la pleine propriété de leurs biens, mettant ainsi un terme à une incertitude qui remontait à la Conquête. Cette véritable levée d'hypothèque qui pesait sur ces institutions leur permet d'entrer dans une phase d'expansion, d'autant plus que l'État se désengage de plus en plus de toute velléité de contrôle de la religion, ce qui culmine avec la loi de 1852 sur les cures anglicanes qui proclame la relative neutralité de l'État en la matière⁹. Toutefois, ce désengagement demeure très relatif et il ne s'agit nullement d'une séparation Église-État : en ce qui

concerne les catholiques, la loi civile continue d'agir comme bras séculier en renforçant les prescriptions religieuses comme la dîme et la répartition à des fins de construction d'églises et de presbytères et encadre la vie paroissiale. Néanmoins, cette libération de la tutelle de l'État entraîne l'Église à rechercher un appui plus large auprès des fidèles pour légitimer son pouvoir. Par ailleurs, le règlement de la question seigneuriale, qui intervient en 1859 pour le Séminaire, procure aux Sulpiciens des revenus monétaires accrus, tant par droits de commutation que par la récupération des arrérages¹⁰.

Durant les années 1840 et 1850, Ignace Bourget commence la mise en œuvre de sa stratégie et l'implantation de ses organismes. La grande retraite prêchée par l'évêque de Forbin-Janson en 1840-1841 marque le coup d'envoi et obtient un succès spectaculaire, tout comme d'ailleurs la croisade antialcoolique de l'abbé Chiniquy dans le diocèse de Montréal où il prononce environ 500 sermons sur la tempérance entre 1848 et 1851. Sur le plan de la piété, Bourget se fait le promoteur de la pastorale liguorienne et l'impose à son diocèse comme le rappellent régulièrement ses enseignements et ses mandements. La théologie d'Alphonse de Liguori (1696-1787) visait à rapprocher les fidèles de Dieu et des sacrements, notamment en facilitant la confession des fidèles et en mettant fin à la pratique courante de retenir l'absolution, pratique destinée à faire réfléchir le pécheur et à s'assurer de son ferme propos. Cette nouvelle attitude stimulait la communion et donnait une plus grande place à la conscience¹¹. Entre temps, Ignace Bourget a effectué quelques voyages en France, multipliant les contacts avec les communautés et cherchant à les convaincre de s'installer dans son diocèse. Le retour des Jésuites, la venue des Oblats et des clercs de Saint-Viateur en découlent directement. Mais il s'appuie aussi sur les communautés religieuses féminines. Du côté

CHARLES CHINIQUY EN 1859,
PEU APRÈS AVOIR QUITTÉ
L'ÉGLISE CATHOLIQUE.
Archives nationales
du Canada, C33233.





GRAVURE REPRÉSENTANT L'UN DES POINTS FORTS DE LA MISSION PRÊCHÉE PAR M^{gr} DE FORBIN-JANSON EN 1841, LA BÉNÉDICTION D'UNE CROIX ET LA PRÉDICATION EN PLEIN AIR AU MONT SAINT-HILAIRE.

Archives nationales du Canada, C112116.

des communautés féminines françaises le succès est un peu moins grand, mais il trouve sur place suffisamment de vocations pour en créer de nouvelles comme celle des Sœurs de la Providence.

Par ailleurs, la quantité d'œuvres de charité mises sur pied sous son égide est remarquable. Pour faire fonctionner ce véritable système, l'évêque fait appel à une mobilisation des laïcs pour épauler et compléter l'action des différentes communautés religieuses : les Dames de la charité et la Société de Saint-Vincent-de-Paul. L'évêque s'appuie également sur un certain nombre de grandes familles et sur des philanthropes comme Olivier Berthelet, dont le nom et les fonds semblent liés à toutes les fondations charitables de Bourget¹². Engagé dans la création de la Banque d'épargne de la Cité et du District de Montréal en 1846, l'évêque y côtoiera bon nombre de bourgeois de la ville qu'il convaincra de l'appuyer. De fait la bourgeoisie et les notables montréalais sont polarisés par l'évêque et les Sulpiciens.

TABLEAU 2

Communautés implantées sous l'épiscopat d'Ignace Bourget

Nom	Date	Origine
Jésuites	1842	France
Oblats de Marie-Immaculée	1841	France
Pères de Sainte-Croix	1847	France
Clercs de Saint-Viateur	1847	France
Frères de la Charité	1865	Belgique
Sœurs de la Providence	1843	fondation
Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie	1843	fondation
Sœurs de Sainte-Anne	1850	fondation
Sœurs de la Miséricorde	1848	fondation
Religieuses du Bon-Pasteur d'Angers	1844	France
Religieuses du Sacré-Cœur	1842	France (Paris)
Sœurs Marianites, dites « de Sainte-Croix »	1847	France (Le Mans)

Sources : Données tirées de Analyse des réponses faites par les députés de S. G. M^{gr} l'évêque de Montréal. En 1867 et 1868. Lyon, Vingtrinière, 1869 : 202-208 et corrigées avec d'après les données du tableau I de Micheline D'Allaire. Les communautés religieuses de Montréal. Tome I Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal 1659-1900. Montréal, Méridien, 1997 : 16-17.

L'évêque estime que les Sulpiciens sont débordés et réduits à un encadrement trop sommaire des paroissiens. En particulier, la visite de paroisse a été abandonnée et ne se pratique plus systématiquement comme il le voudrait et le curé est dans l'impossibilité matérielle de bien connaître ses ouailles. Il leur reproche également de maintenir une desserte trop centralisée autour du séminaire alors que la population catholique

occupe maintenant un espace de plus en plus vaste et que ses besoins exigeraient une multiplication des points de service sur le territoire. Mais la stratégie de l'évêque se heurte à la volonté des Sulpiciens de préserver leur autonomie dans la desserte paroissiale des fidèles, ainsi que leur influence traditionnelle sur les plus anciennes communautés des Sœurs Hospitalières, des religieuses de la Congrégation et des Sœurs Grises. La résistance des Sulpiciens est par ailleurs tout aussi opiniâtre que l'insistance de l'évêque. Le Séminaire de Saint-Sulpice est manifestement prêt à aller très loin pour conserver ses pratiques traditionnelles, sa prééminence religieuse et ses privilèges d'autonomie. En outre, les relations des Sulpiciens français avec le clergé diocésain canadien ne sont pas exemptes d'une certaine condescendance en raison de la formation intellectuelle et spirituelle nettement supérieure des premiers.

La stratégie de l'évêque prend forme au début des années 1840 et, dès 1846, il se convainc de la nécessité de démembrer la paroisse¹³. L'évêque cherche à installer les nouvelles communautés de prêtres dans la ville. Les Jésuites iront dans le quartier de Saint-Laurent, autour du collège Sainte-Marie, tandis que les Oblats ouvriront une chapelle en plein cœur du quartier de Sainte-Marie, l'ancien faubourg Québec. Mais les Sulpiciens ne demeurent pas inactifs. Pour répondre aux pressions de l'évêque, insatisfait de la desserte de l'im-



mense paroisse de Montréal, ils avaient dans un premier temps repris et systématisé une stratégie de construction de chapelles qui assurent la desserte dans les zones éloignées de la paroisse. Toutefois cette desserte demeure minimale : messes sur semaine seulement, périodicité limitée et aucune fonction curiale. En 1846, le nouveau supérieur du Séminaire, sollicité par les demandes de l'évêque, manifeste une volonté nouvelle de réforme de la desserte de l'« immense paroisse ». Puis à partir de 1847¹⁴, en fixant les paramètres de l'encadrement des Irlandais catholiques avec l'ouverture de l'église Saint-Patrick, ils procèdent à l'organisation d'un petit réseau d'églises « succursales » de Notre-Dame, avec personnel de desservants résidants, où sont effectuées certaines fonctions curiales, en plus de maintenir un second réseau de chapelles avec desserte par des prêtres qui continuent eux à résider au Séminaire.

CETTE VUE PRISE DEPUIS LA TOUR DE NOTRE-DAME DATE DES ANNÉES 1870 ENVIRON.

Archives nationales du Canada, C65397.

On aperçoit à gauche l'église Saint-Patrick, puis derrière la nouvelle Christ Church Cathedral, rue Sainte-Catherine. Au centre on voit le collège Sainte-Marie et l'église du Gesù.

Dans la lutte de pouvoir qui oppose les Sulpiciens et l'évêque, tous les coups sont permis. Les Sulpiciens ont utilisé un confrère habile aux intrigues comme leur représentant à Rome, Jean-Baptiste Thavenet, de 1831 jusqu'à son décès en 1844, tandis que de son côté Ignace Bourget intervient directement dans les affaires internes du Séminaire en 1846 par des pressions sur les membres dans le processus de nomination du supérieur à Montréal, pour obtenir le retrait du Sulpicien Joseph-Vincent Quiblier, qui sollicite alors un quatrième mandat comme supérieur, et son remplacement. Avec le départ de Quiblier, la tension des années 1830 et 1840 était en partie soulagée.

Les années 1850 marquent un tournant dans le développement de la stratégie de l'évêque Bourget. Ayant consolidé son pouvoir auprès des fidèles, il prend l'offensive dans deux secteurs : la lutte pour la suprématie romaine et la lutte contre le libéralisme. Il y mettra un acharnement peu commun, menant dans les deux cas des luttes à finir qui ne peuvent se terminer que par l'écrasement réel et symbolique de l'adversaire, comme en témoigne l'épilogue de l'affaire Guibord alors que, ayant été forcé en 1874 par les tribunaux civils d'admettre le cercueil du typographe en terre catholique, il réitère aux fidèles, au moment de l'enterrement définitif le 16 novembre 1875, sa décision de déconsacrer le lopin et sa

TABLEAU 3
Liste des églises et chapelles ouvertes au culte
dans la paroisse de Montréal en 1865

Nom	Date d'ouverture	
<i>Relevant de la Fabrique ou du Séminaire</i>		
Notre-Dame	1829 (nouvelle église)	Église paroissiale
Notre-Dame-de-Bonsecours	1773 (reconstruction)	Chapelle
Saint-Patrick	1847	Succursale
Sainte-Brigide (St. Bridget)	1855	Chapelle
Saint-Jacques	1857 (reconstruction)	Succursale
Saint-Vincent-de-Paul	1859	Chapelle provisoire, Séminaire
Séminaire Saint-Joseph	1862	Séminaire
Saint Ann	1854	Succursale, Irlandais
Notre-Dame-de-Toutes-Grâces	1853	Succursale
Enfant-Jésus (Coteau-Saint-Louis)	1858	Succursale, au Séminaire en 1863
Notre-Dame-des-Neiges	1814	Chapelle-école
Saint-Henri	1810	Chapelle
Nativité de la Très Sainte Vierge	1838	Chapelle au Courant Sainte-Marie
La Visitation de la Très Sainte Vierge	1839	Chapelle de la Côte Visitation
<i>Relevant directement de l'évêque</i>		
Cathédrale temporaire	1855	
<i>Chapelles et églises de communautés (bâtiments distincts des couvents)</i>		
Notre-Dame-de-la-Pitié	1856 (reconstruction)	Sœurs de la Congrégation
Notre-Dame-de-la-Victoire	1768 (reconstruction)	Chapelle des Sœurs de la Congrégation
Saint-Pierre-Apôtre	1853	Les Oblats
Église du Gesù	1865	Jésuites
Chapelle de l'Hôtel-Dieu	1861	Religieuses Hospitalières
Chapelle de l'Hôpital Général	1833 (reconstruction)	Sœurs Grises

Source : J.-U. Beaudry. Mémoire au soutien de l'appel de la Fabrique N. D. de Montréal. *Canada. (1867) : 19-20* ; Monique Montbriand, « L'église des Récollets à Montréal (c.1703-1867) », Cahier de la Société historique de Montréal, 2, 2-3 (mars-juin 1983) : 132-134 ; Robert Lahaise. Les édifices conventuels du Vieux Montréal. Montréal, HMH, 1980 ; L. A. Huguet-Latour. Annuaire de Ville-Marie. 11^e livraison du supplément. Montréal, 1876 : 409 ; ASSSP. Ms 1208. Notice sur le Séminaire de Montréal. 1846.

séparation symbolique d'avec le reste du cimetière catholique. Dans le premier cas, il renforce par tous les moyens les marques de romanisation comme l'attestent ses directives concernant le port des vêtements romains et en particulier l'imposition du col romain qui doit remplacer le rabat traditionnel français en 1858 et sa volonté d'implanter de nouvelles pratiques de piété et de liturgie. Sur le plan doctrinal, la défense des positions de Rome passe par l'imposition de nouveaux manuels de théologie ultramontains au Grand Séminaire pour remplacer les anciens auteurs, trop gallicans à son avis, par l'organisation du mouvement des Zouaves, enfin par la promotion de l'ultramontanisme et son corollaire, la lutte contre le gallicanisme, qu'il définit comme toute velléité de faire appel au pouvoir civil pour la gouverne des affaires religieuses et surtout toute tentative de résister à son magistère ecclésiastique. La lutte contre le libéralisme se cristallise autour de son affrontement avec l'Institut canadien qui commence avec la première condamnation épiscopale en 1858 et culmine avec la mise à l'Index de certaines publications par Rome en 1869. L'évêque réalisera une mobilisation

remarquable sur ces deux fronts sur le plan des instruments de communication et de diffusion. D'une part, depuis que l'incendie de 1852 a fait disparaître les bureaux des *Mélanges religieux*, il fait dorénavant appel à des journaux moins directement liés à l'évêché financièrement mais toujours contrôlés par lui, et d'autre part il suscite des écrits appuyant ses positions. Enfin, il faut signaler que la décennie de 1850 est marquée par une explosion du rythme d'urbanisation qui fait augmenter de 56 % la population de la ville et ceci sans compter la banlieue.

L'initiative du démembrement n'est pas claire. D'après Nive Voisine, c'est l'évêque qui, ulcéré par la résistance des Sulpiciens à ses décrets, demande dans un mémoire à Rome en 1858 de ramener le Séminaire à l'obéissance en imposant le démembrement de la paroisse. Pour l'historien sulpicien Olivier Maurault, c'est l'évêque qui demande à Rome de trancher le débat en 1862. Selon l'historien jésuite Léon Pouliot et biographe de M^{gr} Bourget, ce sont les Sulpiciens, qui, prévenus des intentions de l'évêque Bourget depuis longtemps, interviennent en 1860 auprès de la

Sacrée Congrégation de la Propagande de Rome, de qui relèvent les affaires de l'Église catholique canadienne et par la suite l'évêque Bourget demande au cardinal d'intervenir en 1862. Mais, d'après un mémoire sulpicien anonyme, l'initiative était plutôt venue du responsable de la Sacrée Congrégation de la Propagande, le cardinal préfet Alessandro Barnabò, qui avait demandé « [...] au Supérieur du Séminaire de Montréal d'envoyer des informations, qui puissent aider la Sacrée Congrégation à dresser le règlement sollicité par l'Évêque [...] »¹⁵.

Les Sulpiciens présentent en 1863 un mémoire étayant leur position, demandant de conserver leurs privilèges à propos de la cure de Montréal et répondant par avance à l'objection de l'évêque Bourget que, depuis l'ouverture de six églises succursales sur le territoire de la paroisse, la question de la trop grande distance que les fidèles avaient à franchir pour venir à Notre-Dame avait été réglée. Les Sulpiciens veulent conserver leur



LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BONSECOURS VERS 1880.
Archives nationales du Canada, C7401.



autonomie et considèrent la décision rendue par Rome en 1831 et reconnaissant le *statu quo* comme une charte garantissant leur liberté face à l'évêque. De plus, ils désirent conserver le droit de déférer toute mésentente avec l'évêque directement à Rome, ce qui va à l'encontre des idées de M^{sr} Bourget sur les droits des évêques dans leur diocèse.

À la demande de la Sacrée Congrégation de la Propagande, Bourget répond au mémoire des Sulpiciens en arguant qu'il devenait inutile pour lui de s'adresser aux Sulpiciens puisqu'ils en appelaient systématiquement de ses décisions auprès d'elle. Il demande l'autorisation de se rendre à Rome pour y négocier avec les Sulpiciens. Il y arrive le 11 décembre 1864 et demeurera en Europe jusqu'en novembre 1865. Les négociations et les tractations se déroulent dans un climat parfois lourd et tendu, en particulier lorsque le supérieur général de Saint-Sulpice menace

de retirer ses collègues de Montréal. Finalement les deux parties se mettent d'accord sur une position qui reconnaît le caractère spécial du rôle des Sulpiciens à Montréal tout en respectant les pouvoirs de l'évêque sur son diocèse. L'évêque pourra diviser la paroisse comme il l'entend mais il devra aussi offrir les nouvelles paroisses en priorité aux Sulpiciens ; de plus la paroisse de Notre-Dame se voit reconnaître le statut prééminent de « paroisse mère ». Mais au lieu de calmer les esprits, le décret apostolique autorisant l'évêque à procéder au démembrement, décret publié le 22 décembre 1865, déclenche une vive polémique qui s'étend aux laïcs et qui dure une bonne dizaine d'années et qui fera partie intégrante de la « grande guerre ecclésiastique », ainsi nommée avec justesse et dénoncée avec virulence par Louis-Antoine Dessaulles dans son pamphlet du même nom de 1873. Les tensions entre l'évêque et

les Sulpiciens, qui avaient été jusqu'ici relativement feutrées et confinées aux chancelleries, font irruption sur la scène publique et bientôt les protagonistes cherchent à forcer la population à prendre parti.

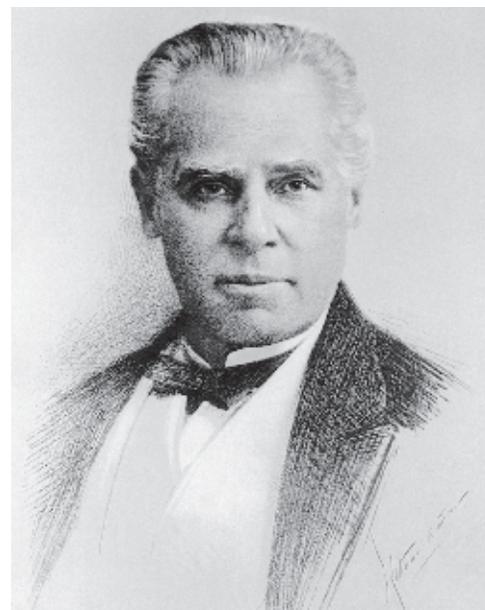
La décennie 1865-1875 est donc cruciale : après l'émission d'un décret pontifical autorisant l'évêque à procéder au démembrement de Notre-Dame selon ses vœux, la crise éclate autour des obligations du droit civil qui limiteraient sérieusement l'autonomie des paroisses créées par simple décret canonique, sans la sanction de l'État. Cette difficulté ne sera résolue de façon définitive qu'en 1875 alors que le gouvernement québécois donne par une loi la reconnaissance officielle et sans ambiguïté du droit de toute paroisse créée par l'évêque à tenir les registres d'état civil¹⁶. Cette question de la reconnaissance par l'État est la pomme de discorde entre l'évêque et les Sulpiciens et leurs alliés. De part et d'autre,

CETTE PHOTO DE 1852 MONTRE À DROITE LA FAÇADE DE SAINT-PATRICK ET TROIS ÉGLISES PROTESTANTES (CHURCH OF THE MESSIAH, ST ANDREW'S ET ZION) QUI SE REGROUPENT AUTOUR DE LA CÔTE DU BEAVER HALL. Archives nationales du Canada, C47354.

prêtres, avocats, canonistes et journalistes sont mobilisés pendant une bonne décennie et la communauté catholique montréalaise s'en trouve perturbée. On peut distinguer trois phases : la phase montréalaise (1866-1872), alors que la résistance des Sulpiciens et de leurs alliés suscite la création de factions locales qui cherchent à influencer le débat, inondant Rome de mémoires ; la phase romaine (1872-1873), marquée par la décision de l'autorité suprême de l'Église de ramener les paroisses créées par Ignace Bourget au rang de simples succursales de Notre-Dame (1872), suivie d'une volte-face avec le rescrit de 1873, par lequel Rome redonne aux paroisses leur statut antérieur, renvoyant ainsi le débat au Québec et enfin la phase finale (1873-1875), qui voit l'évêque Bourget obtenir gain de cause. Précisons que pour Rome la situation était délicate, mais tout de même assez claire : prise entre la question de la nécessaire autorité d'un évêque sur son diocèse et celle du degré d'autonomie acceptable de la part d'un ordre religieux vis-à-vis de l'Ordinaire, la décision se devait de trancher en faveur de ce dernier. Ce sera par ailleurs l'ultime victoire de l'évêque de Montréal puisque le pape accepte sa démission au printemps de 1876.

Préoccupé du renforcement des positions de l'Église et de romanisation liturgique, l'évêque Bourget cherche à établir son autorité pastorale fermement et plus particulièrement dans la ville de Montréal, ville épiscopale : « Ce que je désire souverainement c'est que tout le diocèse soit régi selon les règles canoniques et que toutes les paroisses qui le composent, et surtout celle de Montréal, qui est la plus importante, et qui pour cela doit être le modèle de toutes les autres, soient administrées si bien que l'on puisse dire que c'est le droit canon qui y fait tout mouvoir, et non l'arbitraire¹⁷ ». Au printemps de 1866, il passe à l'offensive : le 26 avril, une première lettre pastorale annonce les opérations. La résistance s'organise très rapidement. Dès 19 mai, le journal

GEORGE-ÉTIENNE CARTIER.
Archives nationales du Canada, C2728.



La Minerve, contrôlé par les conservateurs de George-Étienne Cartier, ouvre les hostilités en opposant une série d'objections aux prétentions de l'évêque. Les deux premières reposent sur l'incidence au civil de la création des paroisses. D'un côté, la loi donne l'initiative aux citoyens et non à l'évêque pour l'érection d'une paroisse ; d'autre part, la loi stipule qu'une paroisse qui est endettée pour cause de construction d'église ou de presbytère ne peut être subdivisée. Or la paroisse de Notre-Dame est endettée d'environ 400 000 \$ pour la construction des différentes églises, dont Notre-Dame et les diverses succursales, en particulier Saint-Patrick, construite en 1847. Devant la levée de boucliers suscitée par ses prises de position, l'évêque émet une seconde lettre pastorale le 23 mai dans laquelle il précise que sa volonté est de faire des paroisses canoniques, donc entièrement de son ressort. *La Minerve* fait marche arrière, niant au passage que sa prise de position initiale ait été dictée par un quelconque désir de vengeance de George-Étienne Cartier pour la neutralité que l'évêque Bourget avait conservée dans le débat à propos du projet de Confédération — il avait été le seul évêque québécois à ne pas avoir appuyé le projet auprès de ses ouailles et des collègues le lui avaient reproché¹⁸.

Puis, entre septembre 1866 et décembre 1867, l'évêque passe à l'action et découpe dix paroisses à même le territoire de Notre-Dame. Ses deux premières créations, celles de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur (25 septembre) et de la paroisse de Saint-Patrice (21 novembre), entraînent des remous qui agitent Montréal et Québec et dont les effets se font sentir jusqu'à Rome. Obligés de se plier aux directives de l'évêque, les Sulpiciens et leurs alliés ripostent en attaquant la légitimité des actions épiscopales devant Rome et leur légalité en regard des lois québécoises.

Manifestement l'évêque suit un plan et les nouvelles paroisses se collent sur l'expansion et la densification du tissu urbain dans l'agglomération. Ce nouveau découpage correspond donc de très près au développement spatial de la ville ainsi qu'à la spécialisation plus grande des quartiers cen-

traux. D'ailleurs, personne ne s'y trompe. La fabrique et les Sulpiciens défendent leur refus du démembrement de Notre-Dame en expliquant que la transformation du centre-ville en centre des affaires a fait disparaître les fidèles pour les remplacer par des bureaux et autres « voûtes » et qu'on ne retrouvera plus suffisamment de familles catholiques dans le territoire de la paroisse mère pour arriver à la faire vivre décemment. Les Sulpiciens regretteront aussi que l'évêque n'ait pas voulu systématiser la pratique d'une sous-division de la paroisse par des succursales ; de leur point de vue, c'était leur réponse à sa demande de savoir si le Séminaire avait un plan de démembrement. En effet, une église succursale pouvait être établie aux endroits les plus appropriés de la paroisse et, depuis 1855, une loi permettait aux églises succursales des villes de Montréal et Québec de tenir registres d'état civil ; ainsi les fidèles n'avaient pas à se déplacer à l'église paroissiale titulaire pour ces fonctions. La fabrique fait aussi valoir que le système des quatre succursales existantes, où la communion pascale pouvait être faite et des registres étaient tenus, était efficace et qu'elle n'attendait que la permission de l'évêque pour transformer le statut des six autres églises sous son autorité. Elle tente par là de contrer la critique de l'évêque à propos de la difficulté d'accès des paroissiens aux services curiaux¹⁹. Toutefois, ce système ne permettait pas la nomination de curés en titres et l'administration demeurait toujours entre les mains d'une seule fabrique. Cette situation non seulement préserverait le statut de Saint-Sulpice comme fief religieux, mais le renforcerait grandement, diminuant d'autant le prestige de l'évêque de Montréal, quel qu'il soit.



D'ARCY MCGEE VERS 1868.
Archives nationales du Canada, C44651.

De 1866 à 1871, quatre questions dominent les débats ; trois sont d'ordre juridique et l'autre concerne le sort des Irlandais. Les trois premières sont le respect des formes des enquêtes de *commodo* et *incommodo* auprès des fidèles, la légalité des registres d'état civil et l'endettement de la fabrique de la paroisse de Montréal. L'évêque se plaint donc des nombreux « procès » qui lui sont faits par les marguilliers de Notre-Dame, encouragés en sous-main par les Sulpiciens²⁰.

À propos des enquêtes, il faut bien dire que l'évêque procède rapidement et autoritairement, déléguant tantôt son vicaire général, tantôt un de ses chanoines, pour présider une assemblée convoquée dans de courts délais. La fabrique de Notre-Dame et le Séminaire trouvent la célérité et la forme de la procédure d'enquête suspectes²¹ et surtout estiment que l'évêque intervertit les rôles car, en principe, le démembrement devrait se faire à la demande des fidèles et non à celle de l'évêque.

La question des registres présente divers cas d'espèces. À Saint-Patrick — appelée systématiquement Saint-Pratice dans les textes français — le curé Dowd, lui-même Sulpicien, fait état, dès décembre 1866, de ses craintes que les registres de cette ancienne église succursale ne soit plus reconnus. En effet, de 1866 à 1872, il n'y aura pas de registres dans cette église. Le cas de Saint-Patrick est cependant différent, comme d'ailleurs celui de Saint-Jacques : comme dans les deux cas il s'agit d'anciennes paroisses succursales, elles risquent de devoir interrompre la tenue de registres telle qu'elles le faisaient avant, sans compter qu'elles ont l'habitude d'en déférer à la paroisse de Notre-Dame pour leurs affaires

spirituelles et temporelles. Pour les autres paroisses, les curés nommés par l'évêque pouvaient bien tenir registres, mais les actes, n'étant pas entérinés par le pouvoir civil, n'avaient aucun effet légal. Un certain nombre de paroisses ont ainsi tenu des registres purement canoniques qui ne seront reconnus qu'après 1872-1873. Par ailleurs, il y a manifestement des tactiques d'intimidation pour décourager les curés des nouvelles paroisses de tenir registres. C'est du moins l'accusation rapportée dans un *factum* à propos du droit de tenir registres : « Monseigneur vit s'élever et grandir, contre son autorité, une opposition puissante, surtout par l'influence de la richesse, des emplois et peut-être même de la politique. [...] Tout le monde sait que l'opposition en appelle au Saint Siège et lui envoie ses délégués... elle agit par intimidation, s'appuie sur des légistes dévoués à son parti et menace des tribunaux civils quiconque lui résisterait pour obéir à l'évêque ». Dans un long mémoire publié en France, l'évêque fait valoir le caractère central de l'opposition de George-Étienne Cartier qui, dans une opinion largement citée, évoque le risque d'attaque en nullité des mariages célébrés dans les nouvelles paroisses canoniques et les multiples problèmes juridiques qui s'ensuivraient pour les familles. Vers 1871 et 1872, deux jugements contradictoires de la Cour supérieure de Montréal viennent compliquer la situation ; le premier reconnaît le droit des curés de trois paroisses canoniques à tenir registres tandis que le second, en 1872, le nie²².

Quant à l'endettement de la fabrique de Notre-Dame, mémoires et contre-mémoires s'entrecroisent, les alliés de l'évêque contestant le chiffre de 400 000 \$ et surtout le caractère véritablement légal de cet endettement. Il est vrai que le Séminaire avait financé depuis les années 1820 beaucoup de constructions d'églises et d'écoles dans la paroisse²³. Sans entrer dans les détails, la loi stipulait que, pour être recon-

nus, les emprunts des fabriques devaient avoir été entérinés par l'évêque du lieu. Or, il appert qu'une partie des emprunts pour la construction de Notre-Dame n'avait pas été entérinée. De plus, les représentants de l'évêque s'étonnent que la dette concernant la construction de l'église Notre-Dame, remontant aux années 1825-1829, ne soit pas encore amortie après presque quarante ans. L'argument de l'endettement s'affaiblit à la longue devant la solution de compromis qui donnera à la fabrique de Notre-Dame le revenu du monopole du cimetière catholique dans l'enceinte de l'ancienne paroisse de Montréal. Toutefois, cette question demeurera un problème pour la paroisse de Saint-Patrick, grevée par la dette de l'église²⁴.

La communauté irlandaise se retrouve dans une position malaisée, coincée entre les Sulpiciens, qui furent leurs véritables bienfaiteurs, et l'évêque qui leur rappelle sa sollicitude. En effet, dans le feu de l'action, ce dernier a voulu imposer des paroisses strictement territoriales et la communauté irlandaise s'émeut du sort de l'église Saint-Patrick. Or, les Irlandais catholiques se sont graduellement constitués en communauté depuis les années 1825 et l'église Saint-Patrick sert de pôle compte tenu de la dispersion graduelle des fidèles dans la partie ouest de l'agglomération. Ils y ont créé des institutions charitables et culturelles. De plus ils craignent particulièrement l'expérience d'une paroisse bilingue. Dès 1866, remontrances et observations font valoir le point de vue des Irlandais. Deux représentants, Thomas D'Arcy McGee et le marchand Thomas Ryan, sont même chargés de faire connaître leurs inquiétudes directement à Rome en 1867. Outre la crainte de voir la population noyée dans des paroisses à majorité canadienne-française et la validité des registres paroissiaux remise en question, la communauté irlandaise fait valoir ses arguments : le nouveau territoire assigné à Saint-Patrick ne contient plus qu'une faible proportion de la population irlandaise, soit 1 500 habitants sur 30 000 ; les Irlandais ont contribué de fortes sommes pour l'embellissement de l'église et pour créer des institutions charitables qu'ils risquent de perdre ; les Irlandais seront obligés à passer à Notre-Dame, où l'on ne parle que français, pour les registres. Enfin, l'amalgame des populations ne peut pas réussir et l'échec sera au détriment de la religion. La résistance des Irlandais a manifestement l'appui des Sulpiciens comme en témoigne le contenu du mémoire de 1866 transmis plus tard à

l'archevêque de Québec et à Rome. Les réponses d'Ignace Bourget ne se feront pas faute d'ailleurs d'accuser les Sulpiciens d'attiser la rancœur des Irlandais et ses soupçons sont corroborés par le témoignage d'un jésuite en 1867 : « [...] le démembrement de la Paroisse de Notre-Dame a été cause d'une multitude d'intrigues de la part des agents du séminaire, mais qu'il n'a occasionné rien de bien sérieux dans la cité de Montréal. D'abord la population française est restée passive, et des citoyens éminents ne m'ont pas dissimulé que la crainte du séminaire les empêchoit de prendre ouvertement parti pour l'Évêché. La population irlandaise a été sans doute vivement excitée, mais il faut dire que les agents du séminaire n'ont rien négligé pour y produire le mécontentement²⁵. »

Mais les arguments les plus forts des Irlandais demeurent leur volonté de maintenir une paroisse bien à eux et qui les desservirait dans leur langue. Leurs mémoires font l'historique de la communauté à Montréal depuis 1815 et insistent sur la nécessité de séparer les catholiques des deux groupes ethniques. Un texte de 1866 n'hésite d'ailleurs pas à laisser planer la menace d'un bain de sang et d'une guerre civile entre catholiques irlandais et Canadiens advenant le bilinguisme dans la paroisse. Rodomontades ou menaces sérieuses, difficile à départager mais il semble clair que les deux collectivités ne s'entendaient pas très bien. Le curé de Notre-Dame prend d'ailleurs soin de noter en 1866, à propos du bilinguisme que la population irlandaise serait mécontente d'entendre prêcher dans « [...] une langue étrangère pour laquelle elle n'a certainement pas de sympathie, pour ne rien dire de plus ». Le curé de Saint-Patrick, Patrick Dowd, Sulpicien, explique longuement dans son mémoire que partout où les paroisses bilingues ont été implantées, au Canada comme aux États-Unis, les communautés ont toujours été divisées et que cela a toujours joué contre le groupe minoritaire. Malgré le fait que le territoire de Saint-Patrick ne renferme qu'une fraction de la communauté catholique irlandaise, il propose donc d'en faire une véritable paroisse nationale, où les fidèles irlandais pourront assister aux offices et recevoir les fonctions curiales sans égard à leur lieu de résidence. Bien entendu cela allait à l'encontre des pratiques traditionnelles, puisque les paroisses catholiques étaient en principe territoriales et dépendaient pour leur revenu des catholiques

d'un territoire bien défini. Mais il y avait un précédent dans la ville de Québec depuis 1833 où les Irlandais disposaient d'un lieu de culte distinct. Cette revendication allait aider à consolider ici la notion de « paroisse nationale », très répandue en Amérique du Nord. Elle contribuerait aussi à la hausse des coûts de la desserte, entraînant, pendant quelques années, le doublement systématique des églises dans certaines paroisses de Montréal²⁶.

À Montréal, en pleine poussée de l'ultramontanisme et de la lutte contre le libéralisme, dans le contexte aussi des efforts des conservateurs modérés de maintenir une certaine autonomie vis-à-vis des positions extrémistes de l'évêque Bourget, les alliances se font et se défont autour des champions. Du côté de l'évêque, outre le chanoine Desautels, qui avait publié son *Manuel des Curés pour le bon gouvernement temporel des paroisses et des fabriques dans le Bas-Canada* en 1864, on retrouve les prêtres journalistes qui ferraillent à coup de pamphlets et d'articles comme les abbés Alexis Pelletier ou Villeneuve, des juristes comme Côme-Séraphin Cherrier et Siméon Pagnuelo, des avocats comme François-Xavier-Anselme Trudel, Benjamin-Antoine Testard de Montigny, Louis-Olivier Taillon et des périodiques comme le journal *Le Nouveau Monde* et le *Franc-Parleur*, tandis que les Sulpiciens peuvent compter sur l'appui indéfectible de leur ancien élève, George-Étienne Cartier, du juriste Joseph-Ubalde Beaudry, d'une bonne partie de la communauté irlandaise et du journal *La Minerve*. De plus, l'arrivée au pouvoir d'un nouvel archevêque de Québec, le 24 décembre 1870, Elzéar-Alexandre Taschereau, change l'équilibre des forces cléricales et amène une contestation du pouvoir des ultramontains. De plus en plus inquiet de l'extrémisme de Bourget et méfiant sur la question des projets d'université de l'évêque de Montréal, il prêter une oreille attentive aux récriminations des Sulpiciens et pendant les années 1870 il commencera à asseoir son pouvoir et à restaurer à l'archevêché de Québec le leadership religieux qui avait glissé lentement vers Montréal depuis 1825²⁷.

Dans la vision manichéenne du monde des ultramontains, rien ne doit prévaloir sur les droits de l'Église et on contestera toute légitimité dans l'intervention de l'État dans les affaires religieuses. Là-dessus, la position de l'évêque est limpide ; il conclut ainsi son mémoire de 1869 : « Nous

pensons qu'il n'est pas inutile d'attirer l'attention du lecteur sur les *faux principes* contenus dans les *Mémoires*, dans les *Réponses* de M. Cartier, et autres écrits, auxquels les Députés ont eu à répondre. La base de tous ces *faux principes* est la *Suprématie que l'on accorde à l'État sur l'Église*²⁸ ». La parution en 1872 des *Études historiques et légales sur la liberté religieuse en Canada*, rédigées sur commande par Siméon Pagnuelo pour répondre au *Code des curés, marguilliers et paroissiens accompagné de notes historiques et critiques* (Montréal, 1870) de Joseph-Ubalde Beaudry, ne laisse planer aucun doute sur ce principe. Pagnuelo oppose deux forces : gallicanisme et ultramontanisme, le premier étant l'ennemi de la pleine reconnaissance des droits de l'Église. Pour lui, aucun doute n'est permis : « Je me propose dans ces " Études " d'établir que l'Église catholique Romaine au Canada est pleinement libre, qu'elle vit sa vie propre et se gouverne par ses propres règlements ; j'en conclus que cette liberté doit être la clef de l'interprétation qu'il faut donner aux lois civiles qui ont trait à notre organisation ecclésiastique et à toute matière religieuse » (avant-propos, I). Dans ce contexte, l'affaire Guibord jouera un rôle précis : elle permet la constitution momentanée d'un front commun unissant la fabrique, le Séminaire et l'évêque de Montréal devant l'intrusion de l'État. Toutefois, la décision en dernière instance du Conseil privé de Londres, en reconnaissant l'incidence historique des libertés gallicanes sur le droit canon à l'époque du Régime français, porte un coup sérieux à la crédibilité juridique des arguments de S. Pagnuelo²⁹. Les prétentions extrêmes de l'ultramontanisme commencent à être battues en brèche.

Le polémiste Louis-Antoine Dessaulles ne se trompe pas sur le caractère très vaste des enjeux du combat lorsqu'il signale à M^{gr} Bourget qu'« en faisant d'un côté une chose légitime, la subdivision d'une immense paroisse dans laquelle une seule desserte devenait une impossibilité, S. G. [Sa Grandeur l'évêque] préparait en silence un autre projet dangereux au bon gouvernement de la société civile, celui de se passer du pouvoir civil dans l'érection des nouvelles paroisses³⁰ ».

Derrière cette question se profilent les tensions à l'intérieur du Parti conservateur encore dominé par George-Étienne Cartier, mais de plus en plus divisé par la montée de l'ultramontanisme. La publication du

Programme catholique en avril 1871 braque le Parti conservateur, George-Étienne Cartier en tête. L'appui formel et enthousiaste donné au *Programme* par l'évêque Bourget n'est pas de nature à faciliter les relations entre les deux, pas plus d'ailleurs que sa position dans la question des écoles du Nouveau-Brunswick, alors que le *Nouveau Monde* écrit que cette question crée une obligation de conscience pour les catholiques³¹.

En 1871, le vent tourne contre ses projets et l'évêque Bourget semble sur la défensive. Rome a chargé l'archevêque de Québec de faire enquête autour des problèmes soulevés par la division de la paroisse de Montréal et dans son mandement du 18 avril 1871, annonçant la venue de l'archevêque-enquêteur, Ignace Bourget proteste de la pureté de ses intentions en ajoutant que « nous n'avons rien fait pour provoquer cette mesure, mais Nous nous y conformons de grand cœur³² ». Devant l'avalanche d'imprimés — plus d'une quinzaine de mémoires et réponses qui s'entrecroisent entre 1866 et 1871 — sans compter les représentations manuscrites et autres correspondances en provenance de Québec, Paris et Montréal, Rome ne peut demeurer indifférent et doit trancher à nouveau, puisque sa décision de 1865 crée tant de remous. Ignace Bourget sait très bien que l'archevêque Taschereau se méfie de ses positions et qu'il est favorable à celles des Sulpiciens. En plus, le projet d'une université des Jésuites à Montréal, dont Ignace Bourget se fait le promoteur, est une éventualité que l'archevêque, qui fut premier recteur de l'Université Laval, ne peut envisager et qu'il combattra avec acharnement. Sans attendre le dénouement, *Le Nouveau Monde* continue à défendre avec vigueur les positions de l'évêque et surtout, cette année 1871, paraît la première des cinq livraisons d'un pamphlet antisulpicien, aussi virulent que touffu, sous le titre de *La comédie infernale ou Conjuration libérale aux enfers*. La dernière livraison paraît en 1872. Son auteur, qui se présente d'abord sous le pseudonyme « Un illuminé », est un instituteur proche de l'évêché qui sera d'ailleurs ordonné prêtre en 1873, Alphonse Villeneuve. La thèse est simple : pastichant un genre littéraire remontant à l'Antiquité, la *Comédie* présente les Sulpiciens comme instruments involontaires, manipulés par les démons, d'une conspiration infernale pour abattre le christianisme au Canada, château fort de la religion, mais travaillé par les forces du mal,

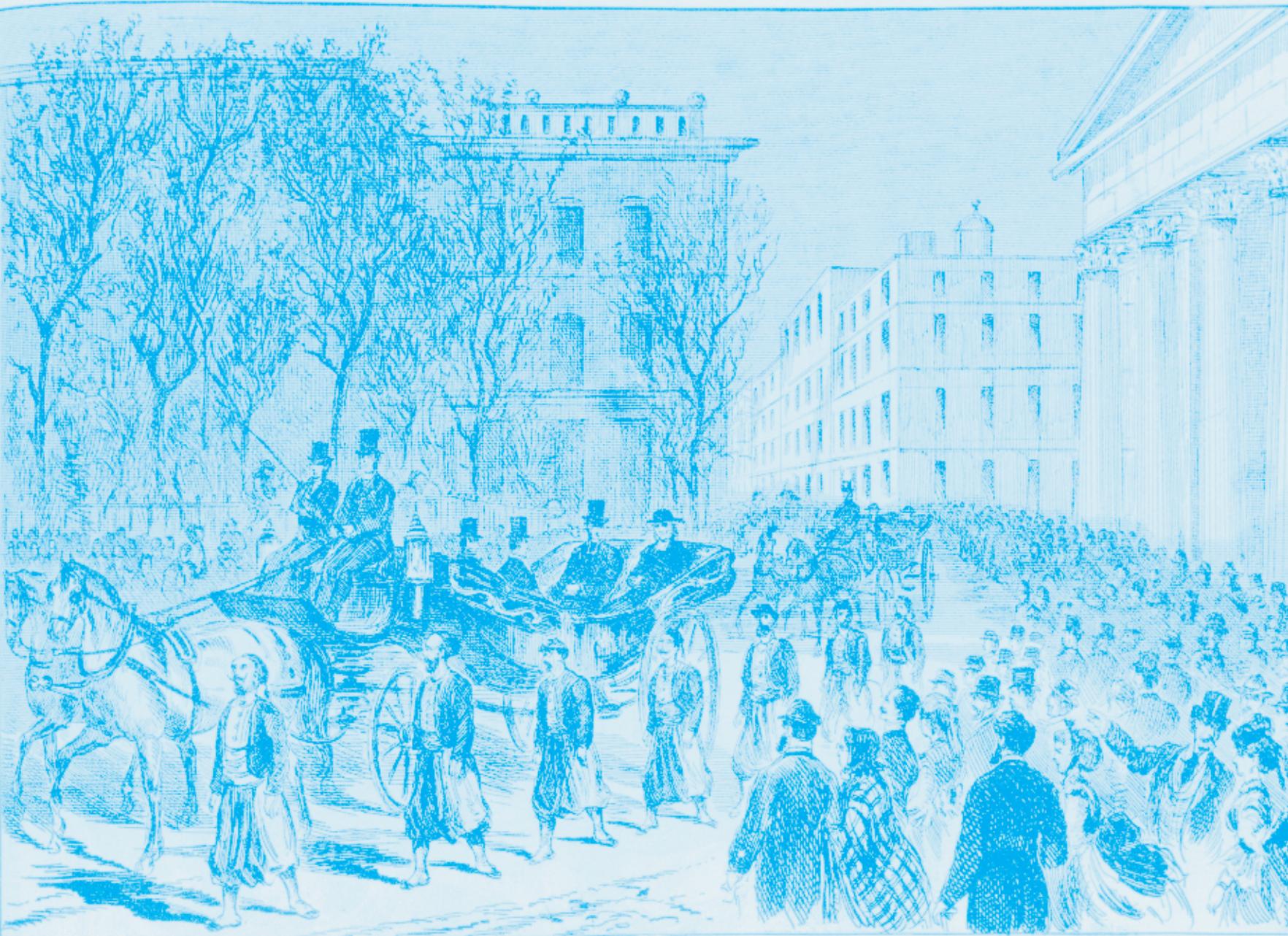
c'est-à-dire le gallicanisme et le libéralisme. Il égratigne tout le monde au passage, y compris Louis-Antoine Dessaulles, Joseph Doutre ; seul George-Étienne Cartier est épargné. Manifestement sa notoriété et son pouvoir bien réel empêchaient une attaque trop directe.

L'année 1872 est une année mouvementée, marquée par une rebuffade pour les positions de l'évêque de Montréal et deux gains sur la question des registres paroissiaux et, sur le front de la propagande, d'une action d'éclat à l'occasion de ses noces d'or sacerdotales. La médiation demandée par Rome à l'archevêque Taschereau aboutit à un désaveu partiel de la procédure suivie par Ignace Bourget. Le décret romain du 30 juillet 1872 maintient le découpage des années 1866-1867, mais réduit les paroisses canoniques à l'état de succursales de Notre-Dame. Il réserve les églises de Saint-Patrick et de Saint Ann aux catholiques irlandais et confie la desserte des Canadiens français de ces territoires à d'autres paroisses. L'administration temporelle des succursales est attribuée à des procureurs de la fabrique de Notre-Dame. La ville et la banlieue n'auront qu'un seul cimetière catholique tant que la dette de la fabrique ne sera pas suffisamment réduite³³. L'évêque Bourget est mécontent et tarde à publier ce décret dans son diocèse. Plus tard, en 1876, il accusera l'archevêque d'avoir induit la Sacrée Congrégation en erreur sur la question des registres en laissant entendre que jamais les paroisses canoniques de Montréal ne seraient reconnues au civil, ce qui avait entraîné l'intervention romaine qui contredisait ainsi publiquement l'évêque de Montréal³⁴. Mais, entre temps, Ignace Bourget profite de la campagne électorale et de l'affaiblissement politique de George-Étienne Cartier pour obtenir que ce dernier cesse d'empêcher la reconnaissance de la légalité des registres des paroisses canoniques. *In extremis*, pour tenter de sauver des voix, il accorde son appui à l'évêque, mais il est trop tard pour lui. Toutefois sa défaite dans son comté de Montréal-Est en août donne lieu à une certaine réconciliation avec M^{gr} Bourget. En dépit de ce qu'écrit Robert Rumilly, la question des registres n'était toujours pas réglée³⁵ car seulement cinq paroisses présentent leurs registres au protonotaire en août³⁶. Cartier quitte Montréal le 27 septembre, il n'allait plus y revenir vivant. La saga des registres se poursuit sur deux fronts. D'une part, Bourget doit affronter une véritable fronde des curés sulpiciens (Saint-Jacques, Saint-Patrick, Saint Ann et

Saint-Joseph) qui refusent de présenter leurs registres au protonotaire pour validation et font appel d'une injonction de leur évêque auprès de l'archevêque et, d'autre part, Bourget fait des pressions pour qu'une loi de la province tranche enfin cette question de la validité légale des registres.

C'est dans ce contexte que s'organisent les « Noces d'Or » d'Ignace Bourget, série de festivités se déroulant entre le 27 et le 30 octobre 1872 et dont le point culminant était une grandiose cérémonie à Notre-Dame le 29³⁷. Soigneusement orchestrées par l'évêché qui voit à mobiliser toutes les paroisses du diocèse, elles sont utilisées par l'évêque Bourget pour donner plus d'éclat à ses principes et à ses revendications. En présence des Messieurs de Saint-Sulpice qui avaient gracieusement prêté l'église Notre-Dame pour la cérémonie, des cinq autres évêques de la province ecclésiastique dont M^{gr} Taschereau, le jésuite Braun, choisi par Bourget pour prononcer le sermon, se livre à une charge à fond de train contre le gallicanisme et le libéralisme, fustigeant d'une manière à peine voilée tous les adversaires présents. Un bonne partie de l'assistance en est consternée. Plus tard, l'action se transporte à l'Assemblée législative de Québec, où deux projets de loi sont en voie d'élaboration, l'un concernant l'université des Jésuites et l'autre relatif à la question des registres. Le premier sera retiré à la suite de la décision de Rome de ne pas permettre la création d'une autre université à Montréal. Chacun des prélats a ses représentants : les curés Lonergan et Labelle pour le compte de M^{gr} Bourget et le grand vicaire Cazeau pour celui de M^{gr} Taschereau³⁸. M^{gr} Bourget peut compter sur des députés fidèles, en particulier F.-X.-A. Trudel et J.-H. Bellerose, et est fort de l'appui tardif de George-Étienne Cartier. Un projet de loi sur les registres est présenté le 3 décembre, mais l'archevêque réussit à circonvenir l'évêque et la loi finalement adoptée ne fait que régler la question de la légalité des registres tenus dans certaines paroisses canoniques sans reconnaître au civil le démembrement opéré par l'évêque. En effet, un amendement imposé *in extremis* par l'archevêque de Québec stipule que la loi ne saurait modifier la situation à Montréal³⁹. La loi est sanctionnée le 24 décembre.

En janvier 1873, mécontent de cette victoire partielle, Ignace Bourget tente de la contourner en cherchant à faire reconnaître la légalité civile de son découpage dans l'in-

LES « NOCES D'OR » DE M^{GR} BOURGET. — LA PROCESSION À LA PLACE-D'ARMES.

titulé des registres ; mais les protonotaires refusent et s'en tiennent à la lettre de la loi et les registres des paroisses canoniques doivent obligatoirement être libellés de la façon suivante : « Ce registre contenant..... feuillets, le présent non numéroté compris, destiné à l'enregistrement des Actes de naissances, mariages et sépultures faits dans l'Église de..... dans les limites de la paroisse de Montréal pendant l'année....⁴⁰ » L'évêque Bourget ne peut accepter ce libellé qui nie son découpage en ne reconnaissant pas la qualité de curé de paroisse des signataires et proteste en vain en février auprès des juges de la cour supérieure, responsables de la tenue des registres. L'affaire en reste là pour le moment et l'évêque de Montréal informe son collègue de Trois-Rivières qu'il attend pour présenter à nouveau ses registres canoniques « puisque tôt ou tard

on devra y revenir⁴¹ ». En attendant, les registres des autres paroisses canoniques obtiennent leur approbation du protonotaire au début de 1873⁴². Louis-Antoine Dessaulles, qui avait suivi toutes les péripéties de ces querelles et qui avait été mis en cause dans la *Comédie infernale*, publiée en 1873 son pamphlet *La grande guerre ecclésiastique. La comédie infernale et les noces d'or. La suprématie ecclésiastique sur l'ordre temporel*⁴³. Il attaque l'entreprise de dénigrement des Sulpiciens et critique les prétentions de suprématie de l'évêque. Cette même année 1873, Rome se ravise et restaure le statut de paroisses canoniques des

LES NOCES D'OR DE M^{GR} BOURGET (1872) :
LE CORTÈGE À LA PLACE D'ARMES.
L'Opinion publique, BNC NL22222.

paroisses érigées par Bourget en 1866-1867. La position de Bourget est ainsi consolidée et le dénouement de la crise du démembrement de Notre-Dame approche.

La reconnaissance civile de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce joue un rôle exemplaire. Il s'agit d'une paroisse découpée à même la partie rurale de l'ancienne paroisse Notre-Dame (tableau 4) et sise dans la banlieue de la ville de Montréal. L'affaire traîne en longueur à cause des objections des marguilliers de Notre-Dame

TABLEAU 4
Le nouveau découpage paroissial du territoire
de Notre-Dame de Montréal (1866-1867)

Ville	décret canonique	reconnaissance civile	registres
Notre-Dame			1642
Saint-Jacques	25 septembre 1866		1872
Saint-Patrick	21 novembre 1866		1859
Sainte-Brigide	7 décembre 1867	38 Vict, Cap. 29 (1875)	1873
Saint-Vincent-de-Paul	10 septembre 1867	38 Vict, Cap. 29 (1875)	1868
Saint-Joseph	16 novembre 1867		1874
Saint Ann	16 novembre 1867		1873
Banlieue			
Saint-Henri	2 juillet 1867	38 Vict, Cap. 29 (1875)	1868
Très-Saint-Enfant-Jésus	12 mars 1867	38 Vict, Cap. 29 (1875)	1864
Notre-Dame-de-Grâces	3 mai 1867	Gazette officielle (1874)	1856
Nativité (Hochelaga)	10 septembre 1867	38 Vict, Cap. 29 (1875)	1868

TABLEAU 5
Dernière phase du découpage paroissial
de Notre-Dame de Montréal
sous Ignace Bourget (1875)

Nom	Décret canonique	Reconnaissance civile
Sacré-Cœur-de-Jésus	11 décembre 1875	39 Vict., Cap 36 (1875)
Saint-Jean-Baptiste	11 décembre 1875	39 Vict., Cap 36 (1875)
Saint-Paul	10 décembre 1875	39 Vict., Cap 36 (1875)
Saint-Gabriel	10 décembre 1875	39 Vict., Cap 36 (1875)
Sainte-Cunégonde	11 décembre 1875	39 Vict., Cap 36 (1875)

qui craignent pour le monopole du nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, enclavé dans le territoire de la nouvelle paroisse et qui multiplient les procédures pour retarder le processus. Finalement, l'évêque Bourget donne l'assurance demandée relativement au cimetière et fait travailler ses agents pour obtenir la proclamation gouvernementale. Un moment compromise en novembre 1873 par un télégramme de la Sacrée Congrégation de la Propagande suscitée par l'archevêque de Québec, la reconnaissance est enfin acquise à la fin de décembre et la proclamation de la paroisse Notre-Dame-de-Grâce paraît dans la *Gazette officielle* en janvier 1874. Enfin, le 4 juillet, Rome émet un troisième décret pour la question de la division de la paroisse. Ce décret avalise la desserte des Irlandais dans des paroisses distinctes et qui recoupent les territoires des paroisses catholiques francophones. Le décret impose des modalités pour calculer la dette de la fabrique de la paroisse de Notre-Dame, confie la gestion du temporel des quatre paroisses centrales à la fabrique de Notre-Dame (Saint-Joseph, Saint Ann et Saint-Jacques sont gérées directement et Saint-Patrick par des procureurs), et permet à l'évêque de doter les autres paroisses de fabriques propres.

C'est en 1875, après de nombreuses demandes, qu'Ignace Bourget obtient ce qu'il désire depuis longtemps par deux lois adoptées par l'Assemblée⁴⁴ : d'une part, la reconnaissance civile des paroisses de banlieue détachées de Notre-Dame de Montréal et, d'autre part, la liberté de procéder seul à l'avenir. Il s'était ouvert de ses espoirs à l'archevêque Taschereau en mai 1874 : « En reconnaissant aujourd'hui chez nos législateurs le droit de faire des lois concernant les

matières spirituelles, ils pourront s'en prévaloir pour nous donner de très mauvaises lois. Mais si l'acte en contemplation se réduisait à décréter que l'Église dans ce pays, étant en droit de jouir de toute la liberté religieuse, tous ses actes doivent être reconnus pour les effets civils⁴⁵ ». La seconde des deux lois de 1875 permet à l'évêque de Montréal de faire toutes les créations de paroisses qu'il désire dans l'ancien territoire de la paroisse Notre-Dame et précise que, sur simple notification dans la *Gazette officielle*, ces paroisses ont tous les attributs des paroisses reconnues au civil moins, bien entendu, les effets municipaux.

Ainsi prenait fin la longue lutte pour adapter l'institution paroissiale montréalaise aux besoins changeants d'une population en croissance constante et au contexte d'urbanisation croissante. Et cette dernière loi de 1875, qui créait cinq paroisses, montrait éloquemment, en portant à 16 le nombre de paroisses sur l'ancien territoire de la paroisse mère, la vigueur de l'urbanisation montréalaise et l'acharnement de l'évêque Bourget à obtenir gain de cause. L'évêque Bourget devra encore compter avec les prétentions des Sulpiciens de maintenir des privilèges dans le périmètre de l'ancienne paroisse ou encore avec les préventions de certains Irlandais de Sainte-Brigide mais sur le fond ses principes ont triomphé et la desserte de la catholicité montréalaise en portera longtemps l'empreinte.

Chemin faisant, Ignace Bourget avait réussi à modifier l'institution paroissiale et surtout à faire avancer la cause qui lui tenait tant à cœur, soit assurer la plus grande indépendance possible de la sphère religieuse

vis-à-vis du pouvoir civil. Ce dossier montre aussi que, derrière une façade d'unanimité, des relations conflictuelles de pouvoir et des enjeux religieux scandent la vie des catholiques montréalais au XIX^e siècle. Au yeux d'Ignace Bourget, la paroisse urbaine doit s'intégrer dans un ensemble, dans un véritable système de paroisses qui couvre tout le territoire de l'agglomération, créant une forme de maillage très plastique mais très serré, prêt à s'adapter aux fluctuations de la population pour assurer un encadrement religieux et social qui colle au plus près à la vie quotidienne des fidèles. Dans ce système presque totalitaire, la place centrale doit être occupée sans partage par la hiérarchie religieuse qui détient l'autorité suprême. Avec l'action de l'évêque Bourget, l'institution de la paroisse urbaine était prête à absorber les nouvelles populations et à s'adapter aux fluctuations conjoncturelles de l'urbanisation et de l'industrialisation.



LE DÉCOUPAGE DES PAROISSES EN 1879.

Hopkins, Henry W. *Atlas of the City and Island of Montreal*. Montreal, Provincial Publishing Co, 1879.

Notes

URBANISATION ET PAROISSE :

LE CAS DE MONTRÉAL AU XIX^e SIÈCLE

1. La recherche pour ce texte a été financée par le Fonds FCAR. Je tiens à le remercier ainsi que mes deux assistants de recherche, Jean-François Palomino et Daniel Charbonneau.
2. Le Séminaire Saint-Sulpice de Montréal n'étant pas incorporé au moment de la cession n'a aucun statut légal. Ordonnance 3 Victoria, Chap. 30.
3. Rousseau, 1976 : 103.
4. Rousseau, 1976 : 74 ; Young, 1986 : 166.
5. Montpetit, 1990 : 149-198.
6. Pièces concernant les affaires du Séminaire de Montréal à Rome, 1866.
7. *Le Nouveau Monde* cité par Dessaulles, 1873 : 111 ; le texte de Bourget cité par Sylvain, 1982 : 113. La citation provient d'une lettre pastorale de février 1876.
8. Lemieux, 1989 : 69.
9. 14-15 Victoria, chap 175 (1852). Deux ans plus tard, la loi 18 Victoria, chap. 2 (1854), touchant aussi les cure anglicanes va plus loin en précisant « qu'il est désirable de faire disparaître toute apparence d'union entre l'Église et l'État... » Les associés de l'évêque Bourget reprocheront cette position aux alliés de George-Étienne Cartier.
10. Lalonde, 1961 : 77-100. ; Fecteau, 1996 : 61-89. ; Young, 1986.
11. Hudon, 1995 : 467-489.
12. Lapointe-Roy, 1987.
13. I. Bourget à P.-L. Billaudèle. 14 mai 1846. Rapport de l'archiviste de la province de Québec, 1965 : 102 ; Robert Rumilly évoque « vers 1845 », voir Rumilly, 1970 : 305-307.
14. Archives du Séminaire Saint-Sulpice de Paris, Joseph-Vincent Quiblier, Notice sur le Séminaire de Montréal, 1846, Ms 1208 ; Lapointe-Roy, 1987 : 220 ; Rousseau, 1976 ; Maurault, 1959 : 14.
15. Voisine, 1992 : 198. Les ACAM ne semblent pas posséder de copie de ce mémoire ; Maurault, 1959 : 15 ; Pouliot, 1977 : 21 ; Pièces concernant les affaires du Séminaire de Montréal à Rome, [1866] : 1.
16. *Statuts du Québec*, 38 Victoria, chap. XXIX, « Acte pour amender le chapitre 18 des statuts refondus pour le Bas-Canada, article 1.
17. M^{gr} Bourget à la Sacrée Congrégation de la Propagande, 29 septembre 1863 ; cité par Pouliot, 1977 : 25.
18. Ullmann, 1963 : 213-234.
19. Beaudry, 1867 : 17-18 ; Baile, 1867 : 74-75 ; *Statuts du Canada*, 18 Victoria, chap. 163.
20. Il s'agit avant tout de procédures et de menaces. Les archives judiciaires n'ont pas conservé beaucoup de traces de poursuites ayant débouché sur des jugements. Ajoutons que très rapidement le Saint-Siège interdit à toutes les parties d'intenter des poursuites devant les tribunaux.
21. J. A. Baile parle même des « cinq simulacres d'enquêtes qui ont déjà eu lieu ». Voir Baile, 1867 : 6.
22. Gerald Berry, 1943-1944 : 117-128 ; Dissertation sur les droits de tenir les registres civils dans les paroisses canoniques de Montréal, 1869 : 4-5 ; Analyse des réponses faites par les députés de S. G. M^{gr} l'Évêque de Montréal. En 1867 et 1868, 1869 : 114-115 ; « Opinions de l'Hon. G. E. Cartier », 19 octobre 1866, 1867 : 31-35 ; Débats de l'Assemblée législative. 2^e législature, 2^e session, 1872. Québec, 1976 : 124 ; Trudel, 1908 : 62.
23. Young, 1986.
24. Dowd, 1884 ; Fabrique Notre-Dame de Montréal, 1890.
25. ACAM. dossier 901.136, Notre-Dame 1843-1865 ; J. Vignon à M^{gr} Bourget, 4 mars 1867.
26. The Case of St. Patrick's Congregation as to the erection of the new Canonical Parish of St. Patrick's Montreal, 1866 ; Requête en appel contre le démembrement de la paroisse de Montréal adressé à M^{gr} de Tloa, 9 décembre 1866, signé par le curé Victor Rousselot ; Hustak, 1998 : 58.
27. Voisine, 1990 : 1106-1115.
28. Analyse des réponses faites par les députés de S. G. M^{gr} l'Évêque de Montréal. En 1867 et 1868, 1869 : 210.
29. Giroux, 1949 : 424 ; Wade, 1966 : 383-384.
30. Dessaulles, 1873 : 110.
31. Rumilly, 1941 : 215.
32. Mandements, lettres pastorales circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection, 1887, volume VIII : 392-395.
33. ACAM, Dossier 901-136 Notre-Dame, numéro 103 : Mandement de l'évêque de Montréal, publiant le décret apostolique du 30 juillet 1872.
34. « Mémoire de l'évêque de Montréal à la Sacrée Congrégation de la Propagande, 23 juin 1876 », 1908 : 8-26.
35. À la veille des élections fédérales, le gouvernement Chauveau reconnu les paroisses, avec tous les droits contestés. De cette manière indirecte, Cartier demandait la paix à M^{gr} Bourget ». Rumilly, 1941 : 223.

36. ANQM. Registres des paroisses de la Nativité d'Hochelaga, Notre-Dame-de-Grâce, Saint-Enfant-Jésus, Saint-Henri-des-Tanneries, Saint-Vincent-de-Paul.
37. Rumilly, 1941 : 235-243.
38. Hamelin, 1974 : 135.
39. Statuts du Québec, 36 Victoria, chap. XVI, « Acte concernant les registres de l'état civil ». Il s'agit de l'article 10 qui stipule : « Le présent acte n'aura d'autre effet que celui d'autoriser à tenir des registres authentiques, et à légaliser ceux déjà tenus dans les cas et la manière ci-dessus prévus, sans que le dit présent acte ne puisse avoir d'autres conséquences légales et affecter en rien au-delà de son objet direct la position civile actuelle des paroisses et fabriques régulièrement existantes ».
40. Cité par Dessaulles, 1873 : 113.
41. ACAM, 1^{er} février 1873, Ignace Bourget à M^{gr} Laflèche.
42. Maurault, 1923 : 50.
43. Dessaulles, 1873 : 110-130 pour les événements et leur commentaire et p. 61 pour le retard de l'évêque à publier le décret romain de 1872.
44. 38 Victoria, chap. XXIX et 39 Victoria, chap. XXXVI.
45. ACAM, 1^{er} mai 1874, Ignace Bourget à Elzéar-Alexandre Taschereau.

Bibliographie*

- « Le curé Fournier, de Baie-du-Febvre, à Madame de Loynes de Morett, 20 juillet 1817 » (1911), dans *Bulletin de recherches historiques*, vol. 17, p. 3-15.
- « Chronologie commentée de la législation sur la dîme en Nouvelle-France » (1924), *Bulletin de recherches historiques*, vol. 30, n° 11, p. 360-363.
- « Il faut surtout tendre à toujours garder la foi » (1925), *L'Avenir national*, 19 janvier.
- « Le Conseil de la vie française en Amérique, 28^e session plénière. 15-18 septembre 1964 » (1964), *Bulletin de la Société historique franco-américaine*, nouvelle série, vol. X, p. 39.
- « Mémoire de l'évêque de Montréal à la Sacrée Congrégation de la Propagande, 23 juin 1876 » (1908), dans Arthur Savaète, *Vers l'abîme*, tome I, Paris, A. Savaète, p. 8-26.
- « Notes pédagogiques » (1888, 1898, 1904), dans *Programmes d'études du Département de l'Instruction publique*, Québec.
- « Opinions de l'Hon. G.E. Cartier, 19 octobre 1866 » (1867), dans *Réplique des marguilliers de Notre-Dame de Montréal*, Montréal, p. 31-35.
- « À l'église Sainte-Marie. Quelques paroles de M^{gr} Hêvey » (1898), *L'Avenir national*, 8 février, p.1.
- « Fête vraiment inspiratrice » (1938), *L'Avenir national*, 25 mai, p. 4.
- « Nos écoles » (1903), *L'Avenir national*, 26 juin, p. 2,
- « Que deviendrons-nous ? » (1913), *L'Avenir national*, 21 novembre, p. 4.
- Académie commerciale. *Liste des noms d'élèves de 1874 à 1940 par ordre alphabétique à l'usage du secrétaire et du trésorier de l'Association de La Salle* ([1941]), Québec, Archives des Frères des Écoles chrétiennes à Québec.
- ALLAIRE, abbé J.-B.-A. (1916), *Nos premiers pas en coopération agricole*, Saint-Hyacinthe, La Tribune de Saint-Hyacinthe ltée, 58 p.
- Analyse des réponses faites par les députés de S.G. M^{gr} l'évêque de Montréal. En 1867 et 1868* (1869), Lyon, Aimé Vingtrinier.
- ARCHEVÊCHÉ DE QUÉBEC (1929), *Plan de la cité de Québec indiquant les limites de paroisse*, Québec, Département des travaux publics.
- ARCHIVES DE L'ARCHEVÊCHÉ DE MONTRÉAL (ACAM), *Liste des paroisses du diocèse de Montréal par ordre d'érection canonique*, 4 p.
- ARES, Jean-Patrice (1990), *Les Campagnes de tempérance de Charles Chiniquy : un des principaux moteurs du réveil religieux montréalais de 1840*. Mémoire de maîtrise (sciences religieuses), Université du Québec à Montréal, 347p.
- ARIEL, France (1920), *Canadiens et Américains chez eux : journal, lettres, impressions d'une artiste française*, Montréal, Granger Frères, 297 p.
- ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES DU QUÉBEC (1983), *L'initiation sacramentelle des enfants : orientations pastorales*, [s.l.], Assemblée des évêques du Québec, 42 p.
- ASSOCIATION DE LA SALLE (1921), *Allumez vos lampes, s'il vous plaît!!! L'enseignement de l'anglais. La désertion des campagnes. Les collèges commerciaux*, Québec, Dussault et Proulx, 109 p.
- AUBERT DE GASPÉ, Philippe (1864), *Les anciens Canadiens*, Québec, G. et G.E. Desbarats, 407 p.
- AUCLAIR, Elie-J. (1922), *Histoire des Sœurs de Sainte-Anne : les Premiers Cinquante Ans*, Montréal, 354 p.
- AUDET, Louis-Philippe (1948), « La paroisse et l'éducation élémentaire 1608-1867 », *La Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Rapport 1947-1948*, p. 101-124.
- AUDET, Louis-Philippe (1950-1956), *Le système scolaire de la province de Québec*, Québec, Éditions de l'Érable, 6 volumes.
- AVRIL, Joseph (1997), « Paroisse » dans A. Vauchez (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Moyen Âge*, t. 2, Paris, Cerf, p. 1160-1162.
- BAILE, J.A. (1867), *Second mémoire du Séminaire de Montréal sur le démembrement de la paroisse*, Rome.
- BAILLARGEON, Noël (1972), *Le Séminaire de Québec sous l'épiscopat de M^{gr} de Laval*, Québec, Les Presses de l'Université Laval (coll. « Les Cahiers de l'Institut d'histoire », n° 18), 308 p.
- BAKER, Alan R. H. (1998), *L'union fait la force, aidons-nous les uns les autres : towards a historical geography of fraternal associations in Loir-et-Cher, France, 1815-1914*, Québec, Centre interuniversitaire d'études québécoises (coll. « Cheminement. Conférences »), 7 p.

- BASQUE, Maurice (1984), « Fiscalité ecclésiastique et production agricole : l'état de la dîme de Tracadie, N.-B., en 1794 », *La Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 12, n° 1, p. 60-61.
- BEAUCHAMP, Claude (1979), « Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricoles, 1900-1930 : quelques éléments de la pratique », *Recherches sociographiques*, vol. 20, n° 3 (septembre), p. 337-379.
- BEAUCHAMP, Claude (1988), *Agropur. Cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du canton de Granby, 1938-1988*, Montréal, Boréal, 289 p.
- BEAUDRY, Joseph-Ubald (1867), *Mémoire au soutien de l'appel de la Fabrique N.D. de Montréal, Canada*. Montréal.
- BEAUDRY, Joseph-Ubald (1870), *Codes des curés, marguilliers et paroissiens : accompagnés de notes historiques et critiques*, Montréal, La Minerve.
- BEAULIEU, Wilfrid (1949), « Une apologie pour les lâcheurs », *Le Travailleur*, 10 mars.
- BÉDARD, Armand (1912), « La langue française dans la famille et dans les relations sociales aux États-Unis », *L'Avenir national*, 6 juillet, p. 4.
- BÉLANGER, Noël et Nive VOISINE (dir.) (1994), *Le diocèse de Rimouski (1867-1992)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 352 p.
- BÉLANGER, Pauline, Yves LANDRY et René JETTÉ (1990), *Inventaire des registres paroissiaux catholiques du Québec, 1621-1876*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 352 p.
- BÉLANGER, Yves (1988-1989), « Desjardins, la coopérative contre l'institution financière : les enjeux de la modernisation », *Coopératives et développement*, vol. 20, n° 2, p. 31-52.
- BÉLISLE, Alexandre (1911) *Histoire de la presse franco-américaine*, Worcester, L'Opinion publique.
- BÉLIVEAU, Irène (1994), *Les choses qui s'en vont et celles qui demeurent*, [Plessisville, Québec], I. Béliveau, 244 p.
- BELLEFEUILLE, Edouard LEFEVRE de (1868). *Le Canada et les Zouaves Pontificaux : mémoires sur l'origine, l'enrôlement et l'expédition du contingent canadien à Rome, pendant l'année 1868*, Montréal, Le Nouveau Monde, 263 p.
- BELLEFLEUR, Michel (1986), *L'Église et le loisir au Québec : avant la Révolution tranquille*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 221 p.
- BENHAMOU, Jean et Alette LEVECQUE (1983), *La mutualité*, Paris, Presses universitaires de France (coll. « Que sais-je », n° 2114), 126 p.
- BENOÎT, Josaphat (1935), *L'âme franco-américaine*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 245 p.
- BERGERON, Claude (1987), *Architecture des églises du Québec : 1940-1985*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 383 p.
- BERGERON, Mario (1999), *Société québécoise, salles de cinéma au Québec et à Trois-Rivières : quatre aspects*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Trois-Rivières, 280 p.
- BERGEVIN, Hélène (1981), *L'architecture des églises protestantes des Cantons de l'Est et des Bois Francs au XIX^e siècle*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 182 p.
- BERNARD, Jean-Paul (1971), *Les rouges : libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 394 p.
- BERRY, Gerald (1943-1944), « A Critical Period in St. Patrick's Parish, Montreal 1866-1874 », *Canadian Catholic Historical Association Report*, vol. 11, p. 117-128.
- BONIER, Marie-Louise (1920), *Débuts de la colonie franco-américaine de Woonsocket, Rhode Island, Framingham, Mass.*, Lakeview Press, 342 p.
- BOUCHER, André (1968), *La loi des fabriques du Québec*, Ottawa, Université Saint-Paul, thèse de Ph. D., 371 p.
- BOUCHETTE, Joseph (1815), *A Topographical Description of the Province of Lower Canada : with Remarks upon Upper Canada, and on the Relative Connexion of Both Province with the United States of America*, London, Printed for the author, and published by W. Faden, 640 p.
- BOUCHETTE, Joseph (1831), *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*, London, H. Colburn and R. Bentley, 360 p.
- BOUDREAU, Claude, Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN (dir.) (1997), *Atlas historique du Québec. Le territoire*, Québec, Les Archives nationales du Québec et Les Presses de l'Université Laval, 114 p.
- BRADBURY, Bettina (1995), *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 368 p.
- BRAULT, Gérard-J. (1990), « L'œuvre des communautés enseignantes en Nouvelle-Angleterre, 1869-1986 : les écoles paroissiales américaines », dans Claire Quintal (dir.), *Les Franco-Américains et leurs institutions scolaires*, Worcester, Institut français, Assumption College, p. 38-61.
- BRAULT, Lucien (1950), *Hull, 1800-1950*, Ottawa, Les éditions de l'Université d'Ottawa, 262 p.
- BRAULT, Lucien (1981), *Aylmer d'hier / Aylmer of Yesteryear*, Aylmer, Institut d'histoire de l'Outaouais, 272 p.
- BRISSON, Réal (1988), *La mort au Québec : dossier exploratoire*, Québec, CELAT, Université Laval, 144 p.
- BRODEUR, Raymond et Brigitte CAULIER (1995), « L'enseignement religieux, de Rome au Québec : des enjeux européens pour un espace québécois », dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *Espace et culture / Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 152-153.

- CABROL, Fernand (dir.) (1920), *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, Paris, Letouzey et Ané, p. 995-1003.
- CARON, Ivanhoé (1923), *La colonisation de la province de Québec. Vol. 1 : Débuts du régime anglais, 1760-1791*, Québec, L'Action sociale, 338 p.
- CARON, Marie-Ange et al. (1979), *Mosaïque rimouskoise : une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des fêtes du cent-cinquantième anniversaire de la paroisse Saint-Germain de Rimouski, 799 p.
- CARRIER, Maurice (1967), *Le libéralisme de J.B.E. Dorion*. Thèse de doctorat, Université Laval, 356 p.
- CARRIÈRE, Gaston (1957-1961), *Histoire documentaire de la Congrégation des Missionnaires oblats de Marie Immaculée dans l'Est du Canada*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 7 t.
- CASAULT, abbé F.-E.-J. (1906), *Notes historiques sur la paroisse de St-Thomas de Montmagny*, Québec, Dussault et Proulx, 447 p.
- Catholicisme : Hier, Aujourd'hui, Demain* (1952), tome III, Paris, Letouzey et Ané, p. 826-829.
- CAULIER, Brigitte (1986), *Les confréries de dévotion à Montréal, 17^e-19^e siècles*, thèse de Ph.D., Université de Montréal, 586 p.
- CAULIER, Brigitte (1990), « L'ordre franciscain séculier (Tiers-Ordre) », dans Jean Hamelin (dir.), *Les franciscains au Canada, 1890-1990*, Sillery, Septentrion, p. 99-121.
- CAULIER, Brigitte (1992), « Bâtir l'Amérique des dévots. Les confréries de dévotion montréalaises depuis le régime français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n° 1 (été), p. 45-66.
- CAULIER, Brigitte (1997), « Enseigner la religion dans le système scolaire confessionnel au Québec (XIX^e-XX^e siècles) », dans Raymond Brodeur et Brigitte Caulier, *Enseigner le catéchisme. Autorités et institutions XVI^e-XX^e siècles*, Sainte-Foy et Paris, Les Presses de l'Université Laval et Cerf, p. 265-284.
- CAUX, Rachel (1994), *L'État, les « patrons », les propriétaires et les marchands : l'évolution des fabriques de transformation laitière au Québec, 1870-1914*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 168 p.
- CHALINE, Nadine-Josette, René HARDY et Jean ROY (1987), *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Montréal, Boréal (coll. « Publications de l'Université de Rouen », n° 134), 210 p.
- CHALMIN, Philippe (1987), *Les assurances mutuelles agricoles : de la cotise au groupe*, Paris, Économica, 268 p.
- CHARBONNEAU, Hubert et Yolande LAVOIE (1973), « Cartographie du premier découpage territorial des paroisses du Québec, 1721-1722 », *Revue de géographie de Montréal*, vol. 27, n° 1, p. 81-87.
- CHARLAND, Jean-Pierre (1982), *L'enseignement spécialisé au Québec, 1867 à 1982*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 482 p.
- CHÂTELIER, Louis (1987), *L'Europe des dévots*, Paris, Flammarion (coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique »), 315 p.
- CHINIQUY, Charles (1844), *Manuel ou règlements de la Société de tempérance dédié à la jeunesse canadienne*, Québec, Stanislas Drapeau, 158 p.
- CHOQUETTE, Robert (1975), *Language and Religion : A History of English-French Conflicts in Ontario*, Ottawa, University of Ottawa Press, 264 p.
- CHOQUETTE, Robert (1975), *Language and Religion : A History of English-French Conflict in Ontario*, Ottawa, University of Ottawa Press, 264 p.
- CHOQUETTE, Robert (1995), *The Oblate Assault on Canada's Northwest*. Ottawa, University of Ottawa Press, 258 p.
- CIESLUK, Joseph E. (1944), *National Parishes in the United States*, Washington, The Catholic University of America Press (coll. « Canon Law Studies », n° 190), 178 p.
- CLARKE, Brian (1993), « The Parish and the Hearth : Women's Confraternities and the Devotional Revolution among the Irish Catholics of Toronto, 1850-85 », dans Terrence Murphy and Gerald Stortz (dir.), *Creed and Culture. The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society, 1750-1930*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 185-203.
- CLÉMENT, Gabriel (1972), *Histoire de l'Action catholique au Canada français*, Montréal, Fides, 331 p.
- CLICHE, Marie-Aimée (1988), *Les pratiques de dévotion en Nouvelle-France : comportements populaires et encadrement ecclésial dans le gouvernement de Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 354 p.
- CLOUTIER, Nicole (1973), *Le calvaire d'Oka. Recherche historique*, Québec, ministère du Tourisme, 22 p.
- COLLET, Mathieu-Benoît ([1721], 1922), « Procès-verbaux sur la commodité et l'incommodité..., 1721 », dans *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, Québec, Ls.-A. Proulx, p. 262-362.
- COLLET, ([1721]1921-1922), « Procès-verbaux du procureur général Collet sur le district des paroisses de la Nouvelle-France, annotés par M. l'abbé Ivanhoé Caron », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, p. 262-380.
- COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC (1990), *Les chemins de la mémoire, tome 2 : Monuments et sites historiques du Québec*, Québec, Les Publications du Québec.
- COOPER, John Irwin (1960), *The Blessed Communion: The Origins and History of the Diocese of Montreal, 1760-1960*, Montréal, Published by the Archives' committee of the Diocese of Montreal, 266 p.
- COURCY, Raymond (1999), « La place de l'Église », dans Jean-Pierre Augustin et Claude Sorbets (dir.), *Parcs, places et jardins au Canada, Bordeaux*.

- COURVILLE, Serge (1990), *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 335 p.
- COURVILLE, Serge (1993), « Tradition et modernité. Leurs significations spatiales », *Recherches sociographiques*, vol. 34, n° 2 (mai-août), p. 211-231.
- COURVILLE, Serge (dir.) (1988), *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle, 1825-1861: répertoire documentaire et cartographique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 350 p.
- COURVILLE, Serge et al. (1989), « Les découpages administratifs anciens de la région de Montréal au XIX^e siècle (1825-1861) : méthodologie d'une recherche », *Géographe canadien*, vol. 33, n° 4, p. 342-353.
- CROTEAU, Georges (1996), *Les frères éducateurs 1920-1965 : promotion des études supérieures, modernisation de l'enseignement public*, LaSalle, Québec, Hurtubise HMH, 193 p.
- D'ALLAIRE, Micheline (1997), *Les communautés religieuses de Montréal. Tome I : Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal 1659-1900*, Montréal, Méridien, 168 p.
- DAIGNAULT, Elphège-J. (1923), « L'enseignement du français », *L'Avenir national*, 27 novembre, p. 4.
- DAIGNAULT, Elphège-J. (1925), « La paroisse : moyen suprême », *La Sentinelle*, 12 mars.
- DAIGNAULT, Elphège-J. (1936), *Le vrai mouvement sentinelliste en Nouvelle-Angleterre, 1923-1929 et l'affaire du Rhode Island*, Montréal, Éditions du Zodiaque, 246 p.
- DAURAY, Charles (1884), « Discours au banquet national, 27 juin », dans P.-P.-H. Charette (dir.), *Noces d'or de la Saint-Jean-Baptiste. Compte-rendu officiel des fêtes de 1884 à Montréal*, Montréal, Typ. du journal Le Monde, p.161-167.
- DE GRACE, Éloi (1973), « Les missionnaires et la dîme chez les Acadiens du Nouveau-Brunswick, 1790-1830 », *Société historique acadienne*, vol. 4, n° 9 (avril-juin), p. 353-361.
- DECHÊNE, Louise (1974), *Habitants et marchands de Montréal au XVIII^e siècle*, Paris, Plon, 588 p.
- DECHÊNE, Louise (1994), *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français*, Montréal, Boréal, 283 p.
- DENAULT, Bernard et Benoît LÉVESQUE (1975), *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*, Montréal et Sherbrooke, Presses de l'Université de Montréal et Université de Sherbrooke, 220 p.
- DESAUTELS, M^{gr} (1864), *Manuel des curés pour le bon gouvernement temporel des paroisses et des fabriques dans le Bas-Canada, etc... avec un chapitre sur la dîme*, Montréal, De l'imprimerie de J. Lovell, 287 p.
- DESCHÊNES, Gaston (1976), « Associations coopératives et institutions similaires au XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 4 (mars), p. 539-557.
- DESCHÊNES, Gaston (1997), « Desjardins dans l'histoire, histoire chez Desjardins », dans Benoît Lévesque, *Desjardins. Une entreprise et un mouvement ?*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, p. 49-55.
- DESJARDINS, Alphonse (1912), *La caisse populaire*, Montréal, L'École sociale populaire.
- DESJARDINS, Alphonse (1950), « Mémoire sur l'organisation de l'agriculture dans la province de Québec », dans C. Vaillancourt et A. Faucher, *Alphonse Desjardins. Pionnier de la coopération d'épargne et de crédit en Amérique*, Lévis, Le Quotidien, p. 131-228.
- DESLOGES, Yvon (1982), « La corvée militaire à Québec au XVIII^e siècle », *Histoire sociale/Social History*, vol. 15, n° 30 (novembre), p. 333-356.
- DESROSIERS, Adélar, et (l'abbé) Pierre-Auguste FOURNET (1910), *La Race française en Amérique*, Montréal, Beauchemin, 293 p.
- DESSAULLES, Louis-Antoine (1873), *La grande guerre ecclésiastique : la Comédie infernale et les Noces d'Or : la suprématie ecclésiastique sur l'ordre temporel*, Montréal, A. Doure, 130 p.
- Dictionnaire biographique du Canada* (1966-1974), Québec et Toronto, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, vol. 1 à 3.
- Dissertation sur les droits de tenir les registres civils dans les paroisses canoniques de Montréal* (1869), Paris, C. Lahure.
- Documents de la session [Inspector of Insurance for the Province of Quebec] (1884), *The Report of the Inspector of Insurance for the Province of Québec*, Québec, Assemblée législative du Québec.
- Documents du diocèse de Sherbrooke* (1886), Sherbrooke, Imprimerie du Séminaire Saint-Charles-Borromée, vol. I, p. 71.
- DOLAN, Jay P. (1975), *The Immigrant Church : New York's Irish and German Catholics, 1815-1865*, Baltimore, John Hopkins University Press, 221 p.
- DOLAN, Jay P. (1985), *The American Catholic Experience. A History from Colonial Time to the Present*, Garden City, N.Y., Doubleday and Company Inc., 504 p.
- DOLAN, Jay P. (1987), *The American Catholic Parish: A History From 1850 to the Present*, New York, Paulist Press, 2 vol.
- DOUVILLE, Raymond et Jacques D. CASANOVA (1964), *La vie quotidienne en Nouvelle-France : le Canada de Champlain*, Paris, Hachette, 268 p.
- DOWD, P. (1884), *Remarques sur la requête de la fabrique de Notre-Dame de Montréal, à sa Grandeur l'Évêque de Montréal, demandant que le coût de construction de l'Église St.Patrice soit transféré de la Fabrique aux paroissiens de St. Patrice*.
- DROLET, Gustave Adolphe (1893), *Zouaviana, étape des vingt-cinq ans 1868-1893 : lettres de Rome, souvenirs de voyages, études, etc.*, Montréal, E. Sénécal, 460 p.

- DUBÉ, Romain et al. (1994), *Thetford Mines à ciel ouvert. Histoire d'une ville minière, 1892-1992*, Thetford Mines, La Ville de Thetford Mines, 596 p.
- DUFOUR, Andrée (1996), *Tous à l'école : État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*, Montréal, Hurtubise HMH, 271 p.
- DUFOUR, Andrée (1997), *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Boréal (coll. « Boréal Express », n° 17), 123 p.
- DUMONT, Fernand (1962), « La paroisse, une communauté », *Communauté chrétienne*, vol. 1, n° 1 (janvier-février), p. 21-30.
- DUPLESSIS, Georges-H. (1936), « Les communautés enseignantes », dans Association canado-américaine, *Les Franco-Américains peints par eux-mêmes*, Montréal, Édition Albert Lévesque, p. 167-177.
- DURAND DE MAILLANE, M. (1787), *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiaire*. Lyon, p. 601-641.
- Édits, ordonnances royales, déclarations et arrêts du Conseil d'État du Roi* (1803), Québec, p. 428.
- Édits, ordonnances royales, déclarations et arrêts du Conseil d'État du Roi concernant le Canada* (1854), Québec, E.R. Fréchette.
- EMARD, J.M. et J. DESROSIERS (dir.) (1886), *Le Bazar : organe officiel de l'Œuvre de la Cathédrale*, Montréal, J. Chapleau et fils.
- EPSTEIN, Clarence (1999), *Church Architecture in Montreal during the British-Colonial Period 1760-1860*, Thèse de doctorat (architecture), University of Edinburgh.
- FABRIQUE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL (1890), *Vingt-cinq ans d'administration 1866 à 1890*.
- FALARDEAU, Jean-Charles (1953), « Sociologie de la paroisse », *Semaines sociales du Canada*, XXX^e session, Edmunston, p. 136-147.
- FECTEAU, Édouard (1948), « La race a soif », *L'Avenir national*, 19 avril.
- FECTEAU, Jean-Marie (1996), « La construction d'un espace social : les rapports de l'Église et de l'État et la question de l'assistance publique au Québec dans la seconde moitié du XIX^e siècle », dans Yvan Lamonde et G. Gallichan, (dir.), *L'histoire de la culture et de l'imprimé : hommage à Claude Galarneau*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 61-89.
- FECTEAU, Jean-Marie (avec la collaboration d'Isabelle Dupuis) (1989), *L'émergence de l'idéal coopératif et l'état au Québec : 1850-1914*, Montréal, Cahiers de la Chaire de coopération de l'Université du Québec à Montréal, 110 p.
- FÉDÉRATION DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE LANAUDIÈRE (1974), *Pour que vivent bêtes et gens*, Joliette, La Fédération de l'Union des producteurs agricoles de Lanaudière, 200 p.
- FERRETTI, Lucia (1990), *La Société paroissiale en milieu urbain : Saint-Pierre-Apôtre de Montréal*, Thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 494 p.
- FERRETTI, Lucia (1992), *Entre voisins : la société paroissiale en milieu urbain : Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Montréal, Boréal, 264 p.
- FERRETTI, Lucia (1999), *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 203 p.
- FONTAINE, Claire (1955), « Problème d'orientation. Vase clos... ou porte ouverte », *Le Travailleur*, 10 février.
- FORTIN, Andrée et David ROMPRÉ (1993), *La sociabilité urbaine au Saguenay. Vie associative, solidarités et dynamique communautaire*, Chicoutimi, Centre interuniversitaire SOREP, 147 p.
- FRÉGAULT, Guy (1970), *Le XVIII^e siècle canadien : études*, Montréal, Éditions HMH (coll. « H »), 387 p.
- FYSON, Donald (1997), « Les structures étatiques locales à Montréal au début du XIX^e siècle », *Cahiers d'histoire*, vol. 17, n° 1-2, p. 55-75.
- GAFFIELD, Chad (dir.) (1994), *Histoire de l'Outaouais*, Québec, Institut de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 6), 876 p.
- GAGNON, Serge (1978), *Le Québec et ses historiens, de 1840 à 1920*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, chapitres 1 et 2, 474 p.
- GAGNON, Serge (1987), *Mourir hier et aujourd'hui : de la mort chrétienne dans la campagne québécoise au XIX^e siècle à la mort technisée dans la cité sans Dieu*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 192 p.
- GAGNON, Serge (1990), *Plaisir d'amour et crainte de Dieu : sexualité et confession au Bas-Canada*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 202 p.
- GAMELIN, Alain et al. (1984), *Trois-Rivières illustrée*, Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du 350^e anniversaire, 228 p.
- GAUDEMET, Jean (1979), « La paroisse », dans G. Le Bras et J. Gaudemet (dir.), *Histoire du droit et des institutions de l'Église en Occident, t. VII, vol. 2. Le gouvernement de l'Église à l'époque classique, 2^e partie, Le gouvernement local*, Paris, Cujas.
- GAUMOND, Michel (1978), *Les vieux murs témoignent : le collège des Jésuites, la 1^{ère} église de St-Joachim, la maison Fornel*, Québec, ministère des Affaires culturelles (coll. « Civilisation du Québec », n° 22), 102 p.
- GIRARD, Roland (1961), « Je butine un peu partout », *Le Travailleur*, 6 juillet.
- GIRARD, Roland (1964), « Je butine un peu partout », *Le Travailleur*, 10 décembre.
- GIRARD, Camil et Normand PERRON (1989), *Histoire du Saguenay – Lac-Saint-Jean*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 2), 665 p.
- GIROUX, G.-M. (1949), « La loi Prévost », *Revue du notariat*, vol. 51, n° 9 (avril), p. 424.
- Golden Anniversary of St. Ann's Young Men's Society, January 1885-January 1935* (1935), Montréal.

- GOUHIER, Pierre (1971), « La maison presbytérale en Normandie », dans J.-P. Bardet et Pierre Chaunu (dir.), *Le bâtiment. Enquête d'histoire économique, XIV^e-XIX^e siècles*, Paris, Éd. Mouton, tome I.
- GOURDEAU, E. (1962), « Paroisse et liturgie », dans *Rapport de la rencontre consultative des laïcs avec son excellence M^{gr} Maurice Roy, archevêque de Québec*.
- GOURNAY, Isabelle et France VANLAETHEM (dir.) (1998), *Montréal métropole, 1880-1930*, Montréal, Boréal, 223 p.
- GRAVEL, Pierre (1926), *Pour assurer l'avenir. Les œuvres de Jeunesse*, Québec, L'Action sociale ltée, 47 p.
- GREER, Allan (1997), *Habitants et patriotes. La rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 370 p.
- GRISÉ, Jacques (1979), *Les conciles provinciaux de Québec et l'Église canadienne (1851-1886)*, Montréal, Fides, 454 p.
- GROULX, Lionel (1962), *Le Canada français missionnaire; une autre grande aventure*, Montréal, Fides, 532 p.
- GUESLIN, André (1987), *L'invention de l'économie sociale. Le XIX^e siècle français*, Paris, Économica, 335 p.
- GUILLEMETTE, Yves ([1981]), *145 ans après... 1837-1981*, s.n., Frères des Écoles chrétiennes, 415 p.
- GUNN, William T. (1910) *His Dominion*, Toronto, Canadian Council of the Missionary Education, 269 p.
- HAEBLER, Peter (1976), *Habitants in Holyoke. The Development of the French-Canadian Community in a Massachusetts City, 1865-1910*, Thèse de Ph.D., University of New Hampshire.
- HAMELIN, Hormidas (1916), *Notre-Dame-des-Sept-Douleurs ou une paroisse franco-américaine*, Montréal, Arbour et Dupont, 362 p.
- HAMELIN, Jean (1984), « Le XX^e siècle, tome 2 : de 1940 à nos jours », dans Nive Voisine (dir.), *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal, 426 p.
- HAMELIN, Jean et Nicole GAGNON (1984), « Le XX^e siècle, tome 1, 1898-1940 », dans Nive Voisine (dir.), *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal, 510 p.
- HAMELIN, Jean et Yves ROBY (1971), *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 436 p.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1959), « Nombre annuel des nouveaux prêtres, Canada-français (1600-1933) », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 65, n° 2 (avril-mai-juin), p. 35-44.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1961), « Évolution numérique séculaire du clergé catholique dans le Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 2, n° 2 (avril-juin), p. 189-241.
- HAMELIN, Marcel (1974), *Les premières années du parlementarisme québécois, 1867-1878*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 386 p.
- HAMON, Édouard (1891), *Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy, 483 p.
- HARDY, René (1970), « L'activité sociale du curé de Notre-Dame de Québec : aperçu de l'influence du clergé au milieu du XIX^e siècle », *Histoire sociale/Social History*, vol. 6 (novembre), p. 5-32.
- HARDY, RENÉ (1980), *Les Zouaves : une stratégie du clergé québécois au XIX^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 312 p.
- HARDY, René (1994), « À propos du réveil religieux dans le Québec du XIX^e siècle : le recours aux tribunaux dans les rapports entre le clergé et les fidèles (district de Trois-Rivières) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 48, n° 2 (automne) p. 203-207.
- HARDY, René (1998), « Les fondements du renouveau religieux dans le Québec du XIX^e siècle : éléments d'une réinterprétation », dans Michel Lagrée (dir.), *Chocs et ruptures en histoire religieuse, fin XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 33-50.
- HARDY, René (1999), *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830-1930*, Montréal, Boréal, 284 p.
- HARDY, René et Normand SÉGUIN (1984), *Forêt et société en Mauricie : la formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*, Montréal, Boréal Express et Musée national de l'Homme, 222 p.
- HARDY, René, Pierre LANTHIER et Normand SÉGUIN (1987), « Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle : l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19^e siècle », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'ouest, XVII^e-XX^e siècles*, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses universitaires de Rennes 2, p. 239-253.
- HARTFORD, William F. (1990), *Working People of Holyoke : Class and Ethnicity in a Massachusetts Mill Town, 1850-1960*, New Brunswick, N. J., Rutgers University Press, 294 p.
- HARTFORD, William F. (1996), *Where is Our Responsibility ? Unions and Economic Change in New England Textile Industry, 1870-1960*, Amherst, University of Massachusetts Press, 256 p.
- HEAP, Ruby (1985), « Urbanisation et éducation : la centralisation scolaire à Montréal au début du XX^e siècle », *Historical papers/Communications historiques*, p. 132-155.
- HEAP, Ruby (1995), « Libéralisme et éducation au Québec à la fin du XIX^e siècle », dans Yvan Lamonde (dir.), *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Fides, p. 99-118.
- HÉMON, Louis (1914), *Maria Chapdelaine : récit du Canada français*, Paris, Le Temps, 21 p.
- HENDRICKSON, Dyke (1980), *Quiet Presence : Dramatic, First-person Account : the True Stories of Franco-Americans in New England*, Portland, ME, Gay Gannett Publishing Co, 266 p.

- HÉROUX, Omer (1952), « Hommage à Henri Bourassa », numéro-souvenir, *Le Devoir*, 25 octobre, p. 97-103.
- HOPKINS, Henry W. (1879), *Atlas of the City and Island of Montreal*, Montréal, Provincial Publishing Co., 107 p.
- HOUSSIAU, André et Jean PASSICOS (1984), « Paroisse », dans *Catholicisme, hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Letouzey & Ané, col. 671-691.
- HUDON, Christine (1995), « Le renouveau religieux québécois au XIX^e siècle : éléments pour une réinterprétation », *Studies in religion/Sciences religieuses*, vol. 24, n° 4, p. 467-489.
- HUDON, Christine (1996), *Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, 1820-1875*, Québec, Septentrion, 469 p.
- HUGUET-LATOURE, L.-A. (1876), *Annuaire de Ville-Marie*, 11^e livraison de supplément, Montréal.
- HUSTAK, Alan (1998), *Saint. Patrick's of Montreal : The Biography of a Basilica*, Montréal, Véhicule Press, 175 p.
- IMBART DE LA TOUR, P. (1979), *Les paroisses rurales du IV^e et X^e siècle : les origines religieuses de la France*, Paris, Picard (première édition : 1900).
- JAENEN, Cornelius J. (1985), *Le rôle de l'Église en Nouvelle-France*, Ottawa, Société historique du Canada (coll. « Brochures historiques », n° 40), 30 p.
- KENNGOTT, George, F. (1912), *The Record of a City : A Social Survey of Lowell, Massachusetts*, New York, The Macmillan Co.
- KENT, Joan R. (1995), « The Centre and the Localities : State Formation and Parish Government in England, circa 1640-1740 », *Historical Journal*, vol. 38, p. 363-404.
- KERBIRIOU, Anne-Hélène (1996), *Les Indiens de l'Ouest canadien vus par les Oblats, 1885-1930*, Sillery, Québec, Éditions du Septentrion, 294 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre (1990), « Le comportement associatif dans une ville biculturelle ; Sherbrooke, 1850-1920 », dans Roger Levasseur (dir.), *De la sociabilité. Spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, p. 269-280.
- KESTEMAN, Jean-Pierre en collaboration avec Guy BOISCLAIR et Jean-Marc KIROUAC (1984), *Histoire du syndicalisme agricole au Québec : UCC-UPA 1924-1984*, Montréal, Boréal Express, 327 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, Peter SOUTHAM et Diane SAINT-PIERRE (1998), *Histoire des Cantons de l'Est*, Québec, Institut de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 10), 829 p.
- LABERGE, Alain (dir.) (1993), *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 4), 644 p.
- LABERGE, Pierre-Lionel (1992), *Messire Gaspard Dufournel et l'histoire véritable de l'Ange-Gardien, de ses curés, de ses églises, de son trésor, 1664-1760 : étude socio-religieuse d'une communauté marginale de Beauport avec documents inédits sur la famille lyonnaise des Dufournel*, L'Ange-Gardien, Éditions Bois-Lotenville, 445 p.
- La compagnie de Jésus au Canada, 1842-1942 : l'œuvre d'un siècle* (1942), Montréal, Maison provinciale, 183 p.
- LAFLÈCHE, M^{re} Louis-François (1880), « Extrait d'une lettre à M. l'abbé A.-A. Blais », dans H.-J.-B. Chouinard (dir.) (1881), *Fête nationale des Canadiens Français célébrée à Québec en 1880*, Québec, Imprimerie A. Côté et cie, p. 392-393.
- LAFORTUNE, Édouard (1930), *Canadiens en Chine : croquis du Siu-tcheou fou, mission des Jésuites du Canada*, Montréal, L'Action paroissiale, 230 p.
- LAGRÉE, Michel (dir.) (1998), *Chocs et ruptures en histoire religieuse : fin XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, (coll. « Histoire »), 217 p.
- LAHAISE, Robert (1980), *Les édifices conventuels du Vieux Montréal*, Montréal, HMH, 597 p.
- LAJOIE, Philippe-Armand (1949), « Ça et là », *L'Indépendant*, 5 janvier.
- LAJOIE, Philippe-Armand (1959), « Ça et là », *L'Indépendant*, 2 juillet.
- LALONDE, Marc (1961), « Les relations juridiques Église-État au Québec », dans Vincent Harvey et al., *L'Église et le Québec*, Montréal, Éditions du Jour, (coll. « Les Idées du jour »), p. 77-100.
- LAMARRE, Jules (1991), *Des écoles à rendre communautaires*, thèse de doctorat (géographie), Université McGill, 345 p.
- LAMBERT, James H. (1981), *Monseigneur, The Catholic Bishop Joseph-Octave Plessis, Church, State and Society in Lower Canada : Historiography and Analysis*, Thèse de doctorat, Université Laval, 3 vol.
- LANDRY, Jean-Guy (1998), « Les revenus du clergé », dans Louis Rousseau et Frank W. Remiggi, *Atlas historique des pratiques religieuses : le sud-ouest du Québec au XIX^e siècle*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 77-88.
- LANDRY, Thomas-Marie (1962a), « Y aura-t-il une vie franco-américaine en Nouvelle-Angleterre », dans Thomas-Marie Landry (1962), *Mission catholique et française en Nouvelle-Angleterre*, Québec, Les Éditions Ferland, p. 35-41.
- LANDRY, Thomas-Marie (1962b), « La situation franco-américaine », dans Thomas-Marie Landry (1962), *Mission catholique et française en Nouvelle-Angleterre*, Québec, Les Éditions Ferland, p. 43-48.
- LANDRY, Thomas-Marie (1965), « La crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales », *Le Travailleur*, 21 octobre.
- LANDRY, Thomas-Marie (1972), « La Franco-Américanie en réaction », *Le Travailleur*, 25 novembre.
- LANDRY, Thomas-Marie (1976), « Une renaissance est-elle possible dans le cas de notre langue et de notre culture ? », dans *Les Franco-Américains. La promesse du passé, les réalités du présent*, New Bedford, N.H., NMDC Publication, p. 82-95.

- LANGLOIS, Jacques (1979), *Les Jésuites du Québec en Chine, 1918-1955*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 379 p.
- LANGLOIS, Claude (1980), « Permanence, renouveau et affrontements (1830-1880) », dans François Lebrun (dir.), *Histoire des catholiques en France du xv^e siècle à nos jours*, Toulouse, Privat (coll. « Pluriel »), 530 p.
- LANGLOIS, Marius (1988), *L'éducation de la foi dans le diocèse de Rimouski (1867-1928)*, Mémoire de maîtrise, Université Laval, 219 p.
- LAPERRIÈRE, Guy (1996), *Les congrégations religieuses : de la France au Québec 1880-1914. Tome I : Premières bourrasques 1880-1900*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 228 p.
- LAPLANCHE, François (1989), « Controverse et catéchisme », dans Pierre Collin et al. (dir.), *Aux origines du catéchisme en France*, Paris, Desclée, p. 214-228.
- LAPOINTE, Gérard (1967), *Structures sociales et attitudes religieuses : étude sociologique du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière*, Québec, Université Laval, Centre de recherches en sociologie religieuse, 282 p.
- LAPOINTE-ROY, Huguette (1987), *Charité bien ordonnée : le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, Boréal, 330 p.
- LAROCHELLE, Fabien (1976), *Shawinigan depuis 75 ans, 1900-1975*, Shawinigan, F. LaRochelle, 747 p.
- LAROSE, André (1980), *Les registres paroissiaux au Québec avant 1800 : introduction à l'étude d'une institution ecclésiastique et civile*, Québec, Archives nationales du Québec (coll. « Études et recherches archivistiques », n° 2), 298 p.
- LA TRIBUNE (1928), *Histoire de l'agitation sentinelliste dans la Nouvelle-Angleterre, 1925-1928*, Woonsocket, La Tribune Publishing Co.
- Le Canada ecclésiastique* (1968-1969), Montréal, Beauchemin.
- LECLERCQ, H. (1938), « Paroisses rurales », dans *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, Paris, Letouzey et Ané, col. 2108.
- LEDoux, Henri (1981), « La mission de la langue française aux États-Unis », dans Richard Santerre (dir.), *Littérature franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre. Anthologie*, tome 5, Manchester, NMDC Publication, p. 2-8.
- L'Église de Montréal. Aperçus d'hier et d'aujourd'hui 1836 et 1986* (1986), Montréal, Fides.
- LEMAIRE, Hervé-B. (1963), « La transition franco-américaine », *Vie française*, vol. 18, n° 3-4, p. 65-74.
- LE MASQUE (1924), « Le congrès de Fall River (25-26 novembre 1923) », *L'Action française*, XI, (6 janvier), p. 44-53.
- LEMIEUX, Lucien (1989), « Les xviii^e et xix^e siècles, Tome I : Les années difficiles (1760-1839) », dans Nive Voisine (dir.), *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal, 438 p.
- LEMIEUX, Raymond (1968), *L'église de l'Amiante*, Québec, Université Laval, Centre de recherches en sociologie religieuse, 282 p.
- LEMIEUX, Raymond (1995), « La paroisse entre tradition et prophétisme », dans Gilles Routhier (dir.), *La paroisse en éclats*, Ottawa, Novalis (coll. « Théologie pratiques », n° 5), p. 265-275.
- LESAGE, Germain (1961), *Histoire de Louiseville, 1665-1960*, Louiseville, Québec, Presbytère de Louiseville, 450 p.
- LÉTOURNEAU, Firmin (1950), *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, Montréal, L'Imprimerie populaire, 324 p.
- LÉVESQUE, Benoît (dir.) (1997), *Desjardins : une entreprise et un mouvement ?*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 352 p.
- LEVESQUE, Ulric (1996), *Des ans... des souvenirs : Saint-Hélène-de-Kamouraska, 1846-1996*, Sainte-Hélène-de-Kamouraska [Québec], Comité des fêtes du 150^e, 662 p.
- L'HEUREUX, Pierre (1994), *Étude des fonctions de survivance ethno-religieuses et d'intégration socio-culturelle d'une institution ethnique aux États-Unis. Le cas des écoles paroissiales catholiques franco-américaines de Manchester, N.H., 1900-1940*, Thèse de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 175 p.
- LINTEAU, Paul-André (1992-1993), « L'expansion des caisses populaires à Montréal, 1940-1960 », *Coopératives et développement*, vol. 24, n° 2, p. 21-38.
- LINTEAU, Paul-André et Jean-Claude ROBERT (1985), « Montréal au 19^e siècle : bilan de recherche », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 13, n° 3 (février), p. 207-223
- LIPTAK, Dolores Ann (1985), « The National Parish : Concept and Consequences for the Diocese of Hartford, 1890-1930 », *Catholic Historical Review*, vol. 71, p. 52-64.
- LORD, France (1999), *La muette éloquence des choses : collections et expositions missionnaires de la Compagnie de Jésus au Québec, de 1843 à 1946*, Thèse de doctorat (histoire) Université de Montréal, 2 t.
- Lovell's Montreal Directory for 1879-80* (1880), Montréal.
- MAGNAN, Denis-Michel-Aristide (1912), *Histoire de la race française aux États-Unis*, Paris, C. Amat, 356 p.
- MAGNAN, Hormidas (1925), *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec*, Arthabaska, Québec, L'Imprimerie d'Arthabaska, 738 p.
- MAGUIRE, Thomas (1830), *Recueil de notes diverses sur le gouvernement d'une paroisse, l'administration des sacrements, etc. : adressée à un jeune curé de campagne*, Paris, Décourchant, 278 p.
- MAILLOUX, Alexis (1879), *Histoire de l'Île-aux-Coudres depuis son établissement jusqu'à nos jours*, Montréal, La compagnie de lithographie Burland-Desbarats, 91 p.

- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Nicolet* (1885-), Nicolet.
- Mandements de l'évêque de Montréal, publiant le décret apostolique du 30 juillet 1872* (1872).
- Mandements des évêques de Montréal* (MEM) (1869), *Lettre pastorale des évêques de Montréal contre les mauvais journaux*, 31 mai 1858, volume 3, Montréal, Typographie Le Nouveau Monde, p. 406-407.
- Mandements des évêques de Montréal* (MEM) (1894), volume 11, Montréal, Arbour et Laperle, p. 449-469.
- Mandements des évêques de Rimouski 1867-1878* (1878), Rimouski, Imprimerie A.G. Dion, p. 440
- Mandements des évêques de Trois-Rivières*, Trois-Rivières, Chancellerie de l'évêché, vol. 8, p. 109, 115 et 265.
- Mandements des évêques de Valleyfield* (1922), Paris, Pierre-Tequi libraire-éditeur, vol. 3, p. 125-126.
- Mandements, lettres pastorales circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection* (1887), vol. VIII, Montréal, J. A. Plinguet.
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec* (1887-), Québec, A. Côté.
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec* (MEQ), vol. 1, 1660-1740, p. 282.
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de St-Hyacinthe* (1888-), Montréal, Beauchemin.
- Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Trois-Rivières* (1852-), Trois-Rivières.
- Mandements, lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection* (1869-), Montréal, Chapleau.
- Manque-t-on de prêtres au Diocèse de Québec ?* (1949), Québec, Archevêché de Québec.
- MARION, Marcel (1979), *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Picard, p. 172-176.
- MARROU, Henri Irénée (1951), *À Diognète : édition critique, traduction et commentaire*, Paris, Cerf (coll. « Sources chrétiennes », n° 33), 288 p.
- MARSHALL, Joan (1994), *A Solitary Pillar : Montreal's Anglican Church and the Quiet Revolution*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 220 p.
- MARTIN, Julie (1994), *Rivière-du-Loup et son espace au XIX^e siècle : du village linéaire à la ville industrielle*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 130 p.
- MARTIN, Paul-Louis (1988), « Introduction aux métiers de la pierre et de l'argile », dans Jean-Claude Dupont (dir.), *Exercices des métiers de la pierre et de l'argile*, Québec, CELAT (coll. Cahiers du CELAT, n° 9), p. 1-50.
- MARTIN, Paul-Louis (1996), « Les logiques de production du paysage : analyse historique d'un paysage du Bas-St-Laurent », dans *Les États généraux du paysage québécois : notions de paysage et modèles d'analyse : recueil de conférences, le 15 novembre 1996 au Musée des arts et traditions populaires du Québec*, Trois-Rivières, Québec, Secrétariat des États généraux du paysages québécois, section 7.
- MARTIN, Paul-Louis (1999), *À la façon du temps présent. Trois siècles d'architecture populaire au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 378 p.
- MATHIEU, Jacques et Alain LABERGE (dir.) (1991), *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : les aveux et dénombremments, 1723-1745*, Sillery, Septentrion, 415 p.
- MAURAUULT, Olivier (1923), *Saint-Jacques de Montréal : l'église-la paroisse*, Montréal, Au presbytère, 126 p.
- MAURAUULT, Olivier (1929), *La Paroisse : histoire de l'église Notre-Dame de Montréal*, Montréal, Thérien.
- MAURAUULT, Olivier (1957), *La Paroisse : histoire de l'église Notre-Dame de Montréal*, Montréal, Thérien frères, 240 p. (Réédition, rev. et augm. de 1929)
- MAURAUULT, Olivier (1959), *L'œuvre et la fabrique de Notre-Dame de Montréal*, Montréal, Thérien frères, 86 p.
- MCDANNELL, Colleen (1996), « Going to the Ladies' Fair, Irish Catholics in New York City, 1870-1900 », dans Ronald H. Bayor and Timothy J. Meagher (dir.), *The New York Irish*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 234-251.
- MCLEOD, Roderick (1997), *Salubrious Settings and Fortunate Families : The Making of Montreal's Golden Square Mile, 1840-1895*, thèse de doctorat (histoire), McGill University, 250 p.
- MELBIN, Murray (1987), *Night as Frontier : Colonizing the World After Dark*, New York, Free Press, 230 p.
- MENDRAS, Henri (1976), *Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris, Armand Colin, 235 p.
- MERCATOR, Paul (collectif) (1997), *La fin des paroisses ? Recompositions des communautés, aménagement des espaces*, Paris, Desclée de Brouwer, 190 p.
- MERCIER, Honoré (1890), *Réponse de l'honorable Mercier au pamphlet de l'association des Equal Right, contre la majorité des habitants de la province de Québec*, Québec, 88 p.
- Messire Joseph-Augustin Chevalier ; jubilé de diamant sacerdotal, 1867-1927*, (1927) [Manchester, N.H., Avenir national], 118 p.
- METZ, René (1974), « La paroisse en France à l'époque moderne et contemporaine », *Revue d'histoire de l'Église de France*, vol. 60, p. 279-295 et vol. 61, p. 5-24.
- MIGNEAULT, Pierre-Basile (1893), *Le droit paroissial*, Montréal, Beauchemin et fils, 690 p.
- MILOT, Maurice (1989), « Drummondville au XIX^e siècle », *Les Cahiers nicolétains*, vol. 2, n° 4 (décembre), p. 109-178.
- MINER, Horace Mitchell (1985), *Saint-Denis: un village québécois*, LaSalle, Hurtubise HMH, 392 p.

- MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE [BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC] (1965), *Les caisses populaires au Québec, 1953-1962*, Québec (coll. « Publication n° 9 »).
- MINVILLE, Esdras (dir.) (1943), *L'agriculture : étude*, Montréal, Fides, 555 p.
- MITCHELL, Sœur Estelle (1964), *Mère Jane Slocombe, neuvième supérieure générale des sœurs grises de Montréal, 1819-1872*, Montréal, Fides, 494 p.
- MONTBRIAND, Monique (1983), « L'Église des Récollets à Montréal (c. 1703-1867) », *Cahier de la Société historique de Montréal*, vol. 2, n°s 2-3 (mars-juin), p. 132-134.
- MONTBRIAND, Monique (1986), « Le clergé, l'éducation et les paroisses dans le diocèse de Montréal en 1836 », dans Roland Litalien (dir.), *L'Église de Montréal 1836-1986*, Montréal, Fides, p. 162-166.
- MONTMINY, Jean-Paul (1969), « L'Avenir, 1847-1857 », dans *Recherches sociographiques*, vol. 10, n°s 2-3 (mai-décembre), p. 335-336.
- MONTPETIT, Raymond (1990), « La construction de l'Église Notre-Dame de Montréal : quelques pistes pour une interprétation socio-historique », dans Jean-Rémi Brault (dir.), *Montréal au XIX^e siècle*, Montréal, Leméac, p. 149-198.
- MOREAU, Louis Edmond (1871), *Nos Croisés, ou Histoire anecdotique de l'expédition des volontaires canadiens à Rome pour la défense de l'église*, Montréal, Fabre & Gravel, 338 p.
- MOREAUX, Colette (1969), *Fin d'une religion ? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 485 p.
- MORNEAU, Jocelyn (1998), *Petits pays et grands ensembles : les articulations du monde rural au XIX^e siècle. L'exemple de Berthierville et de Louiseville*, Thèse de Ph. D. (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 552 p.
- MORRISET, Michel (1987), *L'agriculture familiale au Québec*, Paris, L'Harmattan, 205 p.
- MOTHON, Louis-Alexandre (1975), « Le résumé de notre vie », *Année dominicaine*, juin-juillet-août, dans J.-A. Plourde (dir.), *Dominicains au Canada. Livre des documents*, 2, *Les cinq fondations avant l'autonomie, 1881-1911*, s.l., p. 91-113.
- MUIR, Edward (1981), *Civic Ritual in Renaissance Venice*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 356 p.
- MUSÉE DU QUÉBEC (1984), *Le Grand héritage : L'Église catholique et la société du Québec*, Québec, gouvernement du Québec.
- NAYLOR, Tom (1975), *The History of Canadian Business 1867-1914*, Toronto, James Lorimer, 2 t.
- NAZ, Raoul (1949), *Dictionnaire de droit canonique*, tome IV, Paris, p. 1231-1244.
- NICOLSON, Murray W. (1983), « Irish Tridentine Catholicism in Victorian Toronto : Vessel for Ethno-religious Persistence », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Sessions d'études*, vol. 50, p. 415-436.
- NICOLSON, Murray W. (1993), « The Growth of Roman Catholic Institutions in the Archdiocese of Toronto, 1841-1890 », dans Terrence Murphy and Gerald Stortz (dir.), *Creed and Culture. The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society, 1750-1930*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 152-170.
- NOËL, Françoise (1988), *Competing for Souls : Missionary Activity and Settlement in the Eastern Townships, 1784-1851*, Sherbrooke, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, (coll. « Histoire des Cantons de l'Est », n° 8), 286 p.
- O'GALLAGHER, Mariana (1979), *Saint-Patrice de Québec. La construction d'une église et l'implantation d'une paroisse*, Québec, Société historique de Québec (coll. « Cahier d'histoire », n° 32), 126 p.
- OLSON, Sherry (1995), « One Brilliant Blaze of Light in Nineteenth-Century Montreal », dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 253-264.
- OLSON, Sherry (1996), « Le peuplement de Montréal », dans Serge Courville (dir.), *Atlas historique du Québec : population et territoire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 81-94.
- OLSON, Sherry et Patricia THORNTON (1992), « Familles montréalaises du XIX^e siècle : trois cultures, trois trajectoires », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 21, n° 2, p. 51-75.
- One Hundred Years of Masses, One Hundred Years of People, St. Gabriel's, Montreal, 1870-1970 (1970)*, Montréal.
- Ordonnances faites et passées par le Gouverneur et le Conseil législatif de la province de Québec (1795)*, Québec, p. 26
- OUELLET, Fernand (1971), « L'agriculture bas-canadienne vue à travers les dîmes et les rentes de la terre », *Histoire sociale/Social History*, vol. 8 (novembre), p. 5-44
- PAGNULO, Siméon (1872), *Études historiques et légales sur la liberté religieuse en Canada*. Montréal, C.O. Beauchemin & Valois, 409 p.
- PAQUET, Louis-Adolphe (1912), « La dîme », *Mémoires de la société royale du Canada*, 3^e série, tome 5, p. 3-17.
- PARENT, Henriette (1995), *Fier de son histoire. Saint-Paul d'Aylmer se raconte*, s.l., 148 p.
- PARIZEAU, Gérard (1935), *L'assurance contre l'incendie au Canada : évolution, pratique, vocabulaire*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 252 p.
- PARIZEAU, Gérard (1961), *Traité d'assurance contre l'incendie au Canada*, Montréal, Les Presses de l'École des hautes études commerciales, 465 p.
- Paroisse de Saint-Thuribe, 1898-1973 ([1973])*, Saint-Thuribe de Portneuf, Qué., Comité du 75^e anniversaire, 1898-1973, 200 p.
- Paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle : ma paroisse, un lieu d'accueil, 1964-1989 (1989), Sainte-Foy, 40 p.

- PAYETTE, Céline (1991), *Les vocations féminines de la région montréalaise au XIX^e siècle*. Mémoire de maîtrise (science des religions), Université du Québec à Montréal, 306 p.
- PELLETIER, Louis (1993), *Le clergé en Nouvelle-France : étude démographique et répertoire biographique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal (coll. « Démographie canadienne »), 324 p.
- PERRON, Normand (1980), « Genèse des activités laitières 1850-1960 », dans Normand Séguin, *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, p. 113-140.
- PICHÉ, Lucie (1999), « La jeunesse ouvrière catholique féminine. Un lieu de formation sociale et d'action communautaire, 1931-1966 », dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 4 (printemps), p. 481-506.
- Pièces concernant les affaires du séminaire de Montréal à Rome (1866)*.
- PIGEON, Louis-Philippe (1947-1948), « Législation civile des paroisses. Régime anglais », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, Rapport 15, p. 93-99.
- PINARD Guy (1987-1989), *Montréal : son histoire, son architecture*, Montréal, La Presse, t.1 et t. 3, 346 p. et 560 p.
- PLANTE, Guy (1971), *Le rigorisme au XVIII^e siècle. M^{gr} de Saint-Vallier et le sacrement de pénitence (1685-1727)*, Gembloux, J. Duculot, 1971, 189 p.
- PLANTE, Hermann (1970), *L'Église catholique au Canada (1604-1886)*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 510 p.
- POIRIER, Jean (1991), *Le crédit dans une caisse populaire en milieu urbain : Saint-Alphonse d'Youville, 1940-1950*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 179 p.
- PORTER, John et Léopold DÉSY (1973), *Calvaires et croix de chemins du Québec*, Montréal, Éditions HMH (coll. « Ethnologie québécoise », n° 15), 145 p.
- POULIN, Pierre (1990), *Histoire du Mouvement Desjardins. Tome 1 : Desjardins et la naissance des caisses populaires, 1900-1920*, Montréal, Québec/Amérique, 373 p.
- POULIN, Pierre (1994) *Histoire du Mouvement Desjardins. Tome 2 : La percée des caisses populaires, 1920-1944*, Montréal, Québec/Amérique, 449 p.
- POULIN, Pierre (1998) *Histoire du Mouvement Desjardins. Tome 3 : De la caisse locale au complexe financier*, Montréal, Québec/Amérique, 480 p.
- POULIOT, Jean-François (1919), *Le droit paroissial de la Province de Québec*, Fraserville, Québec, Imprimerie Le Saint-Laurent, 636 p.
- POULIOT, Léon (1977), *Monseigneur Bourget et son temps, Tome V : 1. Les derniers combats : le démembrement de la paroisse Notre-Dame (1865) : 2. Vingt-cinq années de luttes universitaires (1851-1876)*, Montréal, Bellarmin, 319 p.
- Premier congrès eucharistique national, 22-26 juin 1938 (1939)*, Québec, l'Action catholique.
- PROULX, Georges-Étienne (1958), « Les Canadiens ont-ils payé la dime entre 1760-1775 ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.11, n° 4 (mars), p. 533-555
- PROULX, Jean-Pierre (1998), « L'évolution de la législation relative au système électoral scolaire québécois (1829-1989) », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 10, n°s 1-2 (printemps/automne), p. 20-47.
- PROVENCHER, Jean (1988), *Les quatre saisons dans la vallée du Saint-Laurent*. Montréal, Boréal Express, 605 p.
- Rapport de l'Union Allet, 1875-1876 et 1876-1877.*
- Rapport du Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation sur l'opportunité de créer un crédit agricole (1922)*, Québec, 14 décembre, p. 51.
- RAWLYK, Geo A. (dir.) (1990), *The Canadian Protestant Experience, 1760-1990*. Burlington, Ontario, Welch, 252 p.
- Recueil d'ordonnances synodales et épiscopales (1859)*, Québec, Brousseau, 351 p.
- « Règlements des districts de paroisse, 1722 » ([1722], 1854), dans *Édits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du conseil...*, Québec, E.R. Fréchette, p. 443-462.
- Règles et règlements du cimetière de Notre-Dame de Belmont à l'usage de la paroisse de Notre-Dame de Québec (1859)*, Québec, P. Lamoureux, 14 p.
- Report of the Royal Commission on Life Insurance (1907)*.
- Requête en appel contre le démembrement de la paroisse de Montréal adressé à M^{gr} de Tloa, 9 décembre 1866 (1866)*. (Signé par le curé Victor Rousselot).
- RICHARD, D^r Jean-Baptiste (1939), *Les églises de la paroisse de Saint-Denis-sur-Richelieu*, Saint-Hyacinthe, Société d'histoire de Saint-Hyacinthe (coll. « Documents mas-koutains », n° 4).
- RINGUET (1938), *Trente arpents : roman*, Montréal, Fides, 306 p.
- ROBERT, Adolphe (1938), « La survivance de l'esprit français aux États-Unis », dans Adrien Verrette (dir.), *La croisade franco-américaine*, Manchester, L'Avenir national, p. 159-173.
- ROBERT, Jacques (1979), *Les chapelles de procession du Québec*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 163 p.
- ROBERT, Jean-Claude (1994), *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art Global / Libre Expression, 167 p.
- ROBICHAUD, Léon (1989), « Le pouvoir, les paysans et la voirie au Bas-Canada à la fin du XVIII^e siècle », *Mémoire de maîtrise (histoire)*, Université McGill, 142 p

- ROBILLARD, Denise (1994), *La traversée du Saguenay : cent ans d'éducation : Les Sœurs de Notre-Dame du Bon-Conseil de Chicoutimi, 1894-1994*, Montréal, Bellarmin, 648 p.
- ROBY, Yves (1990), *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre (1776-1930)*, Sillery, Septentrion, 434 p.
- RONCAYOLO, Marcel (1990), *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 278 p.
- ROUSSEAU, Jacques (1974), *Voyages de Pehr Kalm au Canada*, Montréal, Éd. Pierre Tisseyre.
- ROUSSEAU, Louis (1976), *La prédication à Montréal de 1800 à 1830 : approche religieuse*, Montréal, Fides, 269 p.
- ROUSSEAU, Louis (1998), « Crises, choc et revitalisation culturelle dans le Québec du XIX^e siècle », dans Michel Lagrée (dir.), *Chocs et ruptures en histoire religieuse, fin XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 51-69.
- ROUSSEAU, Louis et Frank William REMIGGI (dir.) (1998), *Atlas historique des pratiques religieuses : le sud-ouest du Québec au XIX^e siècle*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 235 p.
- ROUSSEAU, Yvan (1995), « Du projet de reconquête économique à l'idée de management. Un bilan des études consacrées au mouvement Desjardins », *Histoire sociale/Social History*, vol. 29, n^o 57, p. 97-132.
- ROUSSEAU, Yvan et Roger LEVASSEUR (1995), *Du comptoir au réseau financier : l'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Boréal, 388 p.
- ROUTHIER, A.-B. (1881), « Le rôle de la race française en Amérique », dans H.-J.-B. Chouinard (dir.), *Fête nationale des Canadiens-Français célébrée à Québec en 1880*, Québec, Imprimerie A. Côté et cie, p. 282-296.
- ROUX, Simone (1976), *La maison dans l'histoire*, Paris, Albin Michel, 299 p.
- ROY, Fernande (1982), « Une mise en scène de l'Histoire : la fondation de Montréal à travers les siècles », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n^o 1 (été), p. 7-36.
- ROY, Fernande (1988), *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 301 p.
- ROY, Fernande (1993), *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 127 p.
- ROY, Jean (1985), « Les revenus des curés du diocèse de Nicolet, 1885-1904 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Session d'étude*, p. 51-67.
- ROY, Jean (1990), « Deux évêques trifluviens en visite : Thomas Cooke et Louis-François Laflèche et la gestion des paroisses (1852-1898) », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Études d'histoire religieuse*, vol. 57, p. 89-110.
- ROY, Jean (1997), « Quelques influences françaises sur l'historiographie religieuse du Québec des dernières décennies », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n^o 2 (automne), p. 301-316.
- ROY, Jean et Christine HUDON (1994), *Le journal de Majorique Marchand, curé de Drummondville, 1865-1889*, Sillery, Éditions du Septentrion, 335 p.
- ROY, Jean et Christine HUDON (1995), « Pastorale et vie religieuse dans les missions des townships au XIX^e siècle », dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 165-174.
- ROY, Jean et Daniel ROBERT (1984), « Les rapports annuels des curés et l'histoire des paroisses dans la seconde moitié du XIX^e siècle », *Archives*, vol. 16, n^o 1 (juin), p. 31-59.
- ROY, Pierre-Georges (1931), *Inventaire des procès-verbaux des Grands Voyers*, Beauceville, L'Éclaireur, volume 5.
- ROY, Pierre-Georges (1941), *Les cimetières de Québec*, Lévis, Imprimerie Le Quotidien, 270 p.
- RUDIN, Ronald (1990), *In Whose Interest ? Quebec's Caisses Populaires 1900-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 185 p.
- RUMILLY, Robert (1941), *Histoire de la Province de Québec. Vol. I : George-Étienne Cartier*, Montréal, Valiquette, 409 p.
- RUMILLY, Robert (1958), *Histoire des Franco-Américains*, Montréal, Publié par l'auteur sous les auspices de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, 552 p.
- RUMILLY, Robert (1970), *Histoire de Montréal*, tome 2, Montréal, Fides, 418 p.
- RYAN, William F. (1966), *The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 348 p.
- SAINTE-PIERRE, Diane (1997), *La mutualité-incendie au Québec depuis 1835 : au cœur de l'histoire de Promutuel*, Sillery, Groupe Promutuel, Fédération des sociétés mutuelles d'assurance générale et INRS, 234 p.
- SAINTE-PIERRE, Jacques (1997), *Histoire de la Coopérative fédérée : l'industrie de la terre*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval et Les éditions de l'IQRC, 287 p.
- SAINTE-VALLIER, M^{gr} Jean-Baptiste DE LA CROIX DE CHEVRIÈRES de (1703), *Rituel du diocèse de Québec*, Paris, S. Langlois, 604 p.
- SANFAÇON, Roland (1958), « La construction du premier chemin Québec-Montréal et le problème des corvées (1706-1737) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 12, n^o 1 (juin), p. 3-29.
- SANTERRE, Richard (1993), *La paroisse Saint-Jean-Baptiste et les Franco-Américains de Lowell, Massachusetts, 1868 à 1968*, Manchester, N.H., Éditions Lafayette, 311 p.
- SAVARIA, J.T. (1898), « Quelques considérations sur la dîme et les offrandes faites pour le culte divin », dans *Le scapulaire de Notre-Dame du Mont-Carmel suivi de quelques considérations sur la communion des saints et sur la dîme*, Montréal, Monastère des carmélites, p. 296-354.
- SÉGUIN, Normand (1977), *La conquête du sol au 19^e siècle*, Québec, Boréal Express (coll. « 17/60 », n^o 9), 295 p.

- SÉGUIN, Normand et al. (1980), *Agriculture et colonisation au Québec : aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, 220 p.
- SEMPLE, Neil (1996), *The Lord's Dominion : The History of Canadian Methodism*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 565 p.
- SIMARD, Jean (1989), *Les Arts sacrés au Québec*, Boucherville, Éditions de Mortagne, 319 p.
- SLACK, Paul (1995), *The English Poor Law, 1531-1782*. Cambridge, New York, Cambridge University Press, 73 p.
- SOCIÉTÉ D'HISTOIRE RÉGIONALE DE SAINT-HYACINTHE (1998), *Saint-Hyacinthe, 1748-1998*, Québec, Septentrion, 405 p.
- Souvenir of the Golden Jubilee of St. Patrick's Total Abstinence and Benefit Society, 1840-1890* (1890), Montréal.
- SWEENEY, Robert C. H. (1995), « Un effort collectif québécois : la création, au début du xx^e siècle, d'un marché privé et institutionnalisé de capitaux », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, n^o 1 (été), p. 35-72.
- SYLVAIN, Philippe (1982), « Ignace Bourget », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XI : de 1881 à 1891, Québec et Toronto, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, p. 103-115.
- SYLVAIN, Philippe et Nive VOISINE (1991), « Les xviii^e et xx^e siècles, tome 2 : Réveil et consolidation (1840-1898), dans Nive Voisine (dir.), *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal, 507 p.
- TASCHEREAU, E.-A. (1895), *Discipline du diocèse de Québec*, Québec, Brousseau, 303 p.
- TESSIER, Albert (1972), *Sainte-Anne-de-la-Pérade : bref historique de trois siècles de vie paroissiale*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 40 p.
- TÊTU, H. et C.-O. GAGNON (1887), *Mandements, lettres pastorales et circulaires des Evêques de Québec, 1660-1740*, Québec, A. Côté, vol. I.
- The Case of St. Patrick's Congregation as to the Erection of the New Canonical Parish of St. Patrick's Montreal* (1866), Montréal, Lovell.
- The Story of One Hundred Years: Centenary St. Ann's Church, Montreal* (1954), Montréal.
- THÉBERGE, Rodrigue (1987), « Une morale pour une pastorale de la miséricorde. L'homme apostolicus », dans Jean Delumeau (dir.), *Alphonse de Liguori, pasteur et docteur*, Paris, Beauchesne, p. 127-138.
- THÉRIAULT, Léon (1976), « Les missionnaires et leurs paroissiens dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, 1766-1830 », *Revue de l'Université de Moncton*, 9, 1, 2 et 3 (octobre), p. 31-53.
- THÉROUX, Bernard (1976), « La consolidation du groupe franco-américain », dans le Comité de Vie franco-américaine, *Le Franco-Américain au 20^e siècle*, Manchester, N.H., p. 19-27.
- THIBAUT, Charles (1887), *Le double avènement de l'Homme-Dieu ou les deux unités religieuses et politiques des peuples. Discours prononcé de Charles Thibault à la célébration de la Saint-Jean-Baptiste à Waterloo, le 28 juin 1887*, Montréal, 35 p.
- TOKER, Franklin (1991), *The Church of Notre-Dame in Montreal : An Architectural History*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2^e éd., 124 p.
- TOMASI, Silvano M. (1975), *Piety and Power : The Role of the Italian Parishes in the New York Metropolitan Area, 1880-1930*, New York, The Center for Migration Studies, 201 p.
- TRIGGER, Rosalyn (1997), *The Role of the Parish in Fostering Irish-Catholic Identity in Nineteenth-Century Montreal*, mémoire de maîtrise (géographie), Université McGill, 144 p.
- TRIGGER, Rosalyn (2001), « The Geopolitics of the Irish-Catholic Parish in Nineteenth-century Montreal », *Journal of Historical Geography*, vol. 27, n^o 4.
- Trois-Rivières : album illustré : histoire, géographie, industrie* (1903), [Montréal, Guertin].
- TRUDEL, F.-X.-A. (1908), « Déclaration assermentée de l'avocat F.-X.-A. Trudel », dans Arthur Savaète, *Vers l'abîme*, tome 1, Paris, A. Savaète, p. 62.
- TRUDEL, Marcel (1955), *Chiniquy*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 339 p.
- TRUDEL, Marcel (1983), *Histoire de la Nouvelle-France*, vol. III : *La seigneurie des Cent-Associés 1627-1663*, tome 2 : *La société*, Montréal, Fides, 669 p.
- TRUDEL, Marcel (1997), *Histoire de la Nouvelle-France*, vol. IV : *La seigneurie de la Compagnie des Indes occidentales, 1663-1674*, Montréal, Fides, 894 p.
- TRUDEL, Marcel (1999), *Histoire de la Nouvelle-France, tome X : Le régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France (1759-1764)*, Montréal, Fides, 612 p.
- TRUESDELL, Leon (1943), *The Canadian Born in the United States : an Analysis of the Statistics of the Canadian Element in the Population of the United States, 1850 to 1930*, New Haven et Toronto, Yale University Press et Ryerson Press, 263 p.
- TURCOTTE, Paul-André (1988), *L'enseignement secondaire public des frères éducateurs, 1920-1970 : utopie et modernité*, Montréal, Bellarmin, 220 p.
- ULLMANN, Walter (1963), « The Quebec Bishops and Confederation », *Canadian Historical Review*, vol. 44, n^o 3 (septembre), p. 213-234.
- UNDERWRITERS' SURVEY BUREAU (1926), *Insurance plan of the city of Montreal*, volume III, Toronto et Montréal, Underwriters' Survey Bureau limited.
- VACHON, André (1969), « François de Laval », dans *Dictionnaire biographique du Canada*. Volume II, de 1701-1740, Québec et Toronto, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, p. 374-387.

- VACHON, André (1969), *François de Laval*, Québec et Montréal, Les Presses de l'Université Laval et Fides.
- VACHON, André (1970), *L'administration de la Nouvelle-France, 1627-1760*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 87 p.
- VELTMAN Calvin J. (1980), « Le sort de la Francophonie aux États-Unis », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 9, n° 1, p. 43-57.
- VELTMAN, Calvin J. (1983), *Language Shift in the United States*, Berlin, N.Y., Amsterdam, Mouton Publishers, 432 p.
- VICERO, Ralph D. (1968), *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900. A Geographical Analysis*, Thèse de Ph.D., University of Wisconsin.
- Vie de la Sœur Bourgeoys, fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame de Villemarie en Canada : suivie de l'histoire de cet institut jusqu'à ce jour* (1853), tome I, Villemarie, Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame.
- Ville-Marie Missionnaire 1642-1942, volume-souvenir* (1942), Montréal, Secrétaire du Comité missionnaire, 616 p.
- VILLENEUVE, Alphonse (1871-1872), *La comédie infernale : ou Conjuraison libérale aux enfers : en plusieurs actes*, Montréal, Impr. Franc-parleur, 5 volumes.
- VINCENT, Odette (dir.) (1995), *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Québec, Institut de recherche sur la culture (coll. « Les régions du Québec », n° 7), 763 p.
- VOISINE, Nive (1982), « Jubilés, missions paroissiales et prédication au XIX^e siècle », *Recherches sociographiques*, vol. 23, p. 125-137.
- VOISINE, Nive (1984), « Mouvements de tempérance et religion populaire », dans Benoît Lacroix et Jean Simard (dir.), *Religion populaire, religion de clercs ?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 65-78.
- VOISINE, Nive (1987-1999), *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada*, 3 tomes, Sillery, Éditions Anne Sigier, 443 p., 471 p., 407 p.
- VOISINE, Nive (1990), « Elzéar-Alexandre Taschereau, 1820-1898 », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII, de 1891 à 1900, Québec et Toronto, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, p. 1106-1115.
- VOISINE, Nive (1992), *Les prêtres de Saint-Sulpice au Canada : grandes figures de leur histoire*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 430 p.
- VOISINE, Nive (avec la collaboration d'André BEAULIEU et de Jean HAMELIN) (1971), *Histoire de l'Église catholique au Québec, 1608-1970*, Montréal, Fides, 112 p.
- VOISINE, Nive et Réal BÉLANGER (dir.) (1994), *Le diocèse de Rimouski (1867-1992)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 352 p.
- VOYER, Louise (1981), *Églises disparues*, Montréal, Éd. Libre Expression, 168 p.
- WADE, Mason (1966), *Les Canadiens français de 1760 à nos jours. Tome 1 : 1760-1914*, Montréal, Cercle du livre de France, 685 p.
- WALLOT, Jean-Pierre (1973), *Un Québec qui bougeait : trame socio-politique du Québec au tournant du XIX^e siècle*, Québec, Éditions du Boréal Express, 345 p.
- WATKINS, Meredith (1999), *The Cemetery and Cultural Memory : Montreal and Surrounding Villages, 1860 to 1900*, Mémoire de maîtrise (géographie), Université McGill, 91 p.
- WEBB, Sidney et Beatrice WEBB (1906), *English Local Government I : The Parish and the County*, Londres, Longmans, 664 p.
- WIEN, Tom (1987), « Visites paroissiales et production agricole au Canada vers la fin du XVIII^e siècle », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles*, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses universitaires de Rennes 2, p. 183-194.
- XX^e congrès eucharistique international (1911), Montréal, Beauchemin, 1102 p.
- YOUNG, Brian (1986), *In Its Corporate Capacity : The Seminary of Montreal as a Business Institution, 1816-1876*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 295 p.